

NUTRITION EXCHANGE



Scaling Up
NUTRITION

ENGAGE • INSPIRE • INVEST

Récits issus du
rassemblement mondial du
Mouvement SUN de 2019

Éditorial

En novembre 2019, plus d'une centaine de représentants de pays se sont réunis à Katmandou, au Népal, dans le cadre du rassemblement mondial du Mouvement SUN pour partager leurs expériences et leurs enseignements en matière de lutte contre la malnutrition. Nous avons activement participé à la mise en place de ce rassemblement et, pendant celui-ci, l'ENN était responsable de la gestion des connaissances et de la consignation des discussions et des moments clés. Lors d'une discussion avec le secrétaire du Mouvement SUN, nous nous sommes engagés à consacrer ce numéro de *Nutrition Exchange* aux récits liés aux pays du Mouvement SUN et aux développements connexes. Certains d'entre vous, nous ont rencontrés lors du rassemblement mondial de SUN, alors que nous commençons à explorer vos récits et à travailler avec vous pour façonner les articles contenus dans ce numéro de NEX. Le Mouvement SUN est très diversifié et nous souhaitons que cela soit reflété dans la vaste gamme du contenu proposé et dans les pays avec lesquels nous avons coopéré. Nous voulions également nous assurer que la voix du gouvernement était au premier plan de ces articles et nous avons donc demandé à des points focaux SUN, à d'autres représentants gouvernementaux ainsi qu'à leurs partenaires de développement de contribuer au processus de production de ce numéro de NEX.

Nous commençons ce numéro de NEX par un article très réfléchi de la plume de Gerda Verburg, coordinatrice du Mouvement SUN, offrant ses réflexions au sujet du rassemblement. Elle souligne les prochaines étapes du Mouvement SUN qui s'apprête à se lancer dans sa phase 3 et la feuille de route associée, ainsi que l'importance cruciale des grands événements en 2020, notamment le sommet de Nutrition pour la croissance (N4G). Vous trouverez ci-dessous une synthèse de l'ENN sur les 25 ateliers de la conférence et les titres de cette fascinante session. En ce qui nous concerne, le rassemblement mondial de 2019 nous a semblé différent : il était plus stimulant, plus réfléchi et plus axé sur les pays, et ce fut un privilège d'en avoir fait partie.

Nous avons regroupé les 11 articles liés aux pays par région et, comme il se doit, nous commençons par l'Asie et par le **Népal**, le très généreux pays hôte du rassemblement mondial. L'article sur le Népal décrit les efforts impressionnants continuellement déployés par le pays pour atteindre les objectifs mondiaux de l'Assemblée Mondiale de la Santé de 2025 en matière de nutrition, ainsi que les principales conclusions du gouvernement concernant le rassemblement mondial SUN. Des auteurs d'**Afghanistan**, un pays aux prises avec un grave conflit ainsi qu'à des niveaux élevés de malnutrition, caractérisé par une grande fragilité, décrivent une initiative visant à mieux relier les politiques et les programmes humanitaires et de développement afin d'aider à accroître la résilience de la population dans le domaine de la nutrition. Grâce aux discussions tenues à l'occasion du rassemblement, beaucoup d'entre vous savent qu'il est à la fois complexe et vital de relier des approches de programmation très différentes pour maximiser l'impact dans les pays confrontés à des crises prolongées. Il est suivi d'un article des **Philippines** explorant la programmation nutritionnelle multisectorielle sous-nationale, un domaine d'intérêt de l'ENN depuis quelques années – voir la section des ressources (pages 30-31) pour d'autres études de cas par pays sur ce sujet essentiel.

Nous passons ensuite à l'Afrique de l'Ouest, et à deux articles très différents qui nous viennent du **Burkina Faso** et du **Bénin**. Les auteurs de l'article sur le Burkina Faso décrivent leurs efforts pour obtenir des financements novateurs afin de renforcer la portée des programmes de nutrition, mettant l'accent sur le plaidoyer visant à mobiliser les ressources nationales ; tandis que l'article sur le Bénin décrit le travail accompli pour exploiter les plateformes sous-nationales et communautaires afin de promouvoir la sensibilisation et l'engagement dans le cadre des activités de nutrition. Viennent ensuite trois articles d'Afrique de l'Est, le premier étant issu de la **Zambie** et décrivant dans un format questions-réponses comment les réseaux d'entreprise et de société civile SUN ont trouvé un terrain commun pour lutter contre la malnutrition. Nous présentons alors les efforts en cours en **Éthiopie** pour intégrer les préoccupations liées aux adolescents et aux jeunes dans les politiques et programmes

de nutrition. L'atelier du rassemblement mondial de SUN, au cours duquel les représentants de nombreux pays ont partagé leurs expériences aux côtés des jeunes leaders du mouvement SUN, s'est avéré mémorable. Les niveaux de malnutrition dans ces groupes d'âge auparavant négligés en Éthiopie sont particulièrement surprenants. Au cours du rassemblement, nous avons beaucoup entendu parler de la nécessité d'obtenir des données plus nombreuses et de meilleure qualité, et l'article du **Kenya** décrit les efforts mis en place pour y parvenir dans un contexte décentralisé.

Nous sommes ravis de recevoir notre premier article de **Papouasie-Nouvelle-Guinée** de la région de l'Océanie. Les auteurs décrivent comment ils ont mis à profit le Fonds commun de SUN pour mener des actions de plaidoyer afin de prioriser la malnutrition dans l'agenda du gouvernement. Le pays en est aux premiers stades de la mise à l'échelle, et sa détermination à changer son paysage nutritionnel transparait clairement dans cet article. Enfin, nous passons à l'Amérique latine. Un article du **Salvador** met en lumière les programmes mis en place au niveau des ministères pour lutter contre le double fardeau de la malnutrition (sous-nutrition et surcharge pondérale/obésité). Dans le tout premier article de NEX nous provenant du **Honduras**, nous découvrons les efforts déployés pour atténuer les effets du changement climatique sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des communautés les plus vulnérables à la sécheresse.

Nos lecteurs fidèles savent que l'ENN est un partenaire de la gestion des connaissances et de l'apprentissage du Mouvement SUN (dans le cadre du programme ATN financé par le DFID) depuis quatre ans, et que NEX est un vecteur clé des résultats de ce travail – pour un résumé et des liens vers tous les résultats du projet de gestion des connaissances de SUN, veuillez consulter la section sur les ressources (pages 30-31).

À l'occasion de la publication de ce numéro de NEX, nous mettons fin aux travaux sur la gestion des connaissances et de l'apprentissage dans le cadre du programme TAN, pour réaliser la vision d'un *Nutrition Exchange* davantage axé sur les régions, laissant la parole à ces dernières, et offrant une plateforme plus dynamique et décentralisée pour soutenir la mise à l'échelle. En effet, nous avons déjà ouvert la voie dans cette direction, avec une deuxième édition de NEX consacrée à l'Asie du Sud qui sera publiée en juin 2020 et qui sera axée sur l'amélioration de l'alimentation des jeunes enfants.

Enfin, nous tenons à remercier tous les auteurs d'avoir partagé leurs expériences en matière de nutrition, et d'avoir répondu avec patience aux questions et aux demandes d'éclaircissement. Tout ceci vise à mettre en lumière vos efforts considérables tout en faisant ressortir les complexités et les défis caractérisant la lutte contre la malnutrition. Nous espérons sincèrement que ce numéro de NEX vous donnera matière à réflexion, qu'il vous apportera des informations utiles et qu'il vous rappellera les quatre riches journées que nous avons passées ensemble au Népal. Ce fut un honneur de rédiger ce numéro de *Nutrition Exchange* en votre nom. Nous vous souhaitons à tous un grand succès et nous attendons avec impatience vos commentaires sur cette publication et sur les publications futures de NEX. Donnez-nous des nouvelles, et bonne lecture !

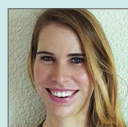
Carmel Dolan, coéditrice, NEX (carmel@enonline.net)

Judith Hodge, coéditrice, NEX (Judith.Hodge@enonline.net)



Natalie Sessions, coordinatrice mondiale de la gestion des connaissances
Charulatha Banerjee, (RKMS Asie)

Jeremy Shoham, directeur technique de l'ENN



Contents

- 2 Éditorial
- 4 Réflexions du coordinateur du Mouvement SUN
- 5 Conclusions du rassemblement mondial
- 7 Région de l'Asie
 - 7 Atteindre les objectifs mondiaux en matière de nutrition de 2025 : Le programme inachevé du Népal
 - 9 Relier les politiques et programmes humanitaires, de développement et de consolidation de la paix pour améliorer la nutrition en Afghanistan
 - 11 Aux Philippines, la multisectorialité est devenue une réalité : Déploiement au niveau infranational
- 13 Région de l'Afrique de l'Ouest
 - 13 Mettre les communautés au cœur de l'amélioration de la nutrition : Expériences du Bénin
 - 16 Mobiliser des financements innovants et des ressources nationales pour la nutrition : Progrès et défis au Burkina Faso
- 18 Région de l'Afrique de l'Est
 - 18 Les entreprises et la société civile coopèrent au profit de la nutrition : Réseaux du Mouvement SUN en Zambie
 - 20 Répondre aux besoins sanitaires et nutritionnels des adolescents et des jeunes en Éthiopie
 - 22 Décentraliser la prise de décision basée sur les données au Kenya : Occasions et défis
- 24 Région de l'Océanie
 - 24 Renforcer la coordination et la promotion de la nutrition en Papouasie-Nouvelle-Guinée : Rôle du Fonds commun de SUN
- 26 Région d'Amérique latine
 - 26 Atténuer les effets du changement climatique sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Honduras
 - 28 Salvador : de la stratégie nationale de nutrition à la mise en œuvre locale
- 31 Ressources et nouveautés

L'ENN tient à remercier Gerda Verburg et l'équipe du secrétariat du Mouvement SUN pour leurs idées et leur soutien. Ils ont collaboré étroitement avec nous et nous ont aidés à élaborer ce numéro de NEX axé sur le rassemblement mondial du Mouvement SUN. L'ENN tient également à remercier le bureau de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre au Sénégal, le bureau régional de l'UNICEF pour l'Amérique latine et les Caraïbes au Panama, et le bureau régional de l'UNICEF pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord en Jordanie, d'avoir rendu possible la publication des versions française, espagnole et arabe.

Nous tenons également à remercier les membres de l'équipe de gestion des connaissances sur SUN de l'ENN pour leur contribution à ce numéro.

Couverture avant : Bangladesh, Ukhiya, Cox's Bazar, 1^{er} octobre 2017 ; PAM/Saikat Mojumder
Couverture arrière : © UNICEF ; Pirozzi, Guinée-Bissau



WFP/Rein Skattlerud

Nutrition Exchange, c'est ...

Nutrition Exchange est une publication de l'ENN qui propose des articles courts et faciles à lire sur les expériences et les apprentissages tirés des programmes de nutrition déployés dans des pays sujets aux crises et accusant des niveaux de malnutrition élevés. Les articles rédigés par les acteurs nationaux sont publiés en priorité. Par ailleurs, la publication fournit des informations sur les conseils, les outils et les formations à venir. NEX est disponible en anglais, en français, en arabe et en espagnol.

À quelle fréquence *Nutrition Exchange* est-il publié ?

Nutrition Exchange est une publication semestrielle gratuite disponible en version papier en anglais et en français, et en version électronique en anglais, français, arabe et espagnol.

Comment s'abonner ou soumettre un article

Pour vous abonner à *Nutrition Exchange*, visitez : www.ennonline.net/nex

De nombreuses personnes sous-estiment la valeur de leurs expériences individuelles et à quel point le partage d'une expérience peut profiter à d'autres personnes œuvrant dans des situations similaires. L'ENN vise à élargir l'éventail des personnes, des agences et des gouvernements qui contribuent à la publication de contenu dans *Nutrition Exchange*.

Souvent, les articles que vous lisez dans *Nutrition Exchange* commencent par quelques observations dont les auteurs nous font part. L'équipe éditoriale vous aidera à rédiger vos idées pour en faire un article à publier.

Pour commencer, il suffit d'envoyer un courriel à Carmel et à Judith (carmel@ennonline.net and Judith.Hodge@ennonline.net) indiquant vos idées.

Cette édition de *Nutrition Exchange* a été financée par UK Aid du Royaume-Uni et par Irish Aid. Les idées, les opinions et les commentaires qui y figurent sont de l'entière responsabilité de leur(s) auteur(s) et ne représentent ou ne reflètent pas nécessairement la politique du gouvernement du Royaume-Uni et d'Irish Aid.





Rassemblement mondial du Mouvement SUN de 2019

Réflexions du coordinateur du Mouvement SUN

En tant que moteur du changement, facteur de résilience et de sécurité et clé permettant de déverrouiller la capacité intellectuelle et le développement socio-économique, la nutrition est la pierre angulaire décisive de nos efforts pour atteindre l'objectif de développement durable d'ici 2030. Ainsi, c'est avec humilité et honneur que je me suis joint à plus de 1 200 participants de plus de 100 pays à Katmandou, au Népal, pour l'événement phare du Mouvement « Scaling Up Nutrition » (SUN) – le rassemblement mondial du Mouvement SUN de 2019 – qui s'est tenu du 4 au 7 novembre 2019.

J'aimerais tout d'abord remercier tous ceux qui ont soutenu cet événement, en personne ou à distance, et les féliciter d'y avoir insufflé un sentiment d'énergie, d'engagement, d'action et de leadership. Nos co-organisateurs, le gouvernement du Népal et sa Commission nationale de planification, nous ont montré ce que signifie donner l'exemple en créant un bel espace pour que les pays SUN puissent partager leurs expériences et leurs points de vue sur les différentes manières dont la nutrition et les partenariats multipartites et multisectoriels peuvent accélérer la réalisation des objectifs de développement durable.

Cet événement spécial a été l'un des plus grands rassemblements sur la nutrition en 2019 et, plus important encore, une conférence menée par notre communauté de 61 pays membres et les milliers de partenaires œuvrant dans le domaine de la nutrition dans le monde entier. Je considère chaque membre de notre famille SUN (et au-delà) comme un combattant déterminé de la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes. J'ai été encouragé et inspiré par mes pairs et mes collègues, par les progrès que nous avons réalisés en tant que Mouvement, par les histoires qui ont été racontées et, surtout, par les personnes que nous avons rencontrées. J'espère que les nombreuses et puissantes histoires sur le changement, dont plusieurs ont été rassemblées dans ce numéro spécial consacré aux initiatives de nutrition du Mouvement SUN, pourront également vous inspirer à agir et à prendre les devants.

Le thème de ce rassemblement mondial, « Nourrir les gens et la planète tous ensemble », a encouragé les participants à se concentrer sur la fenêtre d'opportunité de 1000 jours (le travail principal du Mouvement SUN), tout en reconnaissant des problèmes plus vastes : mondialisation, urbanisation, inégalités, crises humanitaires et chocs climatiques qui entraînent des changements sans précédent dans la nutrition des gens. Pour y remédier, les systèmes alimentaires doivent fournir des régimes nutritifs, sûrs, abordables et durables pour tous, dans les limites géographiques appropriées. Et pour ce faire, nous devons tous coopérer.

Les quatre sessions plénières et les 25 ateliers organisés, ainsi que près de 60 événements parallèles, réunions et discussions informelles répartis sur quatre jours, ont permis d'explorer des questions complexes et de se réunir pour s'assurer que la

nutrition est au cœur de ces discussions importantes, toujours dans une perspective nationale. Pour comprendre l'engagement de nos pays membres à mettre le cap sur la malnutrition, il suffisait d'entrer dans le « village mondial » de SUN, de ressentir l'énergie et l'excitation, et de vivre, toucher et voir, à portée de main, les solutions proposées par les pays – sous forme d'affiches, de publications et d'histoires partagées venant des quatre coins du monde.

J'espère que l'esprit de Katmandou se perpétuera dans tout le travail que nous faisons. Cet esprit transparait dans la **Déclaration de Katmandou**, une déclaration non contraignante présentée lors de la cérémonie de clôture, un outil pour encourager tous les pays membres et les parties prenantes à mettre l'énergie et l'inspiration de Katmandou au service du Sommet de Tokyo sur la Nutrition pour la croissance (N4G) en 2020 et au-delà, dans le cadre de la troisième phase du Mouvement SUN.

Le moment est venu d'embrasser le pouvoir du « nous » et de travailler tous ensemble, de surfer sur la vague pour mettre à profit les importantes leçons et stratégies tirées du rassemblement mondial SUN dans nos tâches quotidiennes. En tant que coordinatrice du Mouvement SUN, je me réjouis de travailler avec chacun de nos pays membres, quatre États indiens, des réseaux et d'autres membres et partenaires, et avec l'appui de toute la structure de soutien de SUN, pour obtenir l'impact prévu par la stratégie et la feuille de route du Mouvement SUN <https://scalingupnutrition.org/fr/a-propos/strategie-et-feuille-de-route-du-mouvement-sun/>.

2020 est une année propice pour SUN. Nous nous apprêtons à célébrer notre 10e anniversaire, qui invite à la fois à la réflexion et à l'introspection sur les prochaines étapes. Après une « décennie de SUN », et alors que notre attention se tourne vers le sommet N4G de Tokyo en 2020 et vers la troisième phase du Mouvement SUN, faisons-nous une promesse : prendre des engagements audacieux, dans tous les pays et toutes les régions, à tous les niveaux de la société et dans tous les secteurs, toutes parties prenantes confondues, afin de créer un changement réel et durable que nous sommes fermement prêts à mettre en œuvre. Je suis convaincu qu'en tant que Mouvement SUN, tous ensemble, nous pouvons jouer notre rôle pour nourrir aussi bien les gens que la planète.

Je compte sur vous et j'espère que vous apprécierez votre lecture.



Gerda Verburg,
Coordinateur du Mouvement SUN

Conclusions du rassemblement mondial : Thèmes des ateliers et discussions

Le rassemblement mondial de 2019 a généré de riches discussions grâce à 25 ateliers variés et dynamiques sur des sujets identifiés comme importants par les différents pays. Deux messages transversaux clés ont émergé : premièrement, l'importance de maintenir les progrès déjà réalisés dans la lutte contre la malnutrition et d'améliorer la reproduction des modèles fructueux ; et deuxièmement, l'urgence d'axer nos

efforts de façon concertée sur les progrès que les pays doivent encore accomplir afin de renforcer les interventions de nutrition pour réduire toutes les formes de malnutrition. La très vaste majorité des participants ont convenu que, bien que la réduction de la malnutrition soit une entreprise complexe, les acteurs nationaux et mondiaux n'ont jamais été aussi bien placés en termes d'engagements, de données probantes et de savoir-faire.

Thème principal

1 Une volonté politique à tous les niveaux est essentielle pour faire avancer les initiatives de renforcement en matière de nutrition

Les participants ont convenu que la volonté politique était essentielle pour améliorer la nutrition et réduire la malnutrition. Un leadership politique de haut niveau est également crucial pour s'assurer que tous les secteurs comprennent la nécessité d'une bonne nutrition. Il faut maintenant s'appuyer sur cet engagement, notamment en le faisant passer à tous les niveaux de gouvernement décentralisé. Il faut des champions infranationaux pour susciter une volonté politique au niveau local et la troisième phase du Mouvement SUN devrait s'y pencher davantage.

2 Des approches contextuelles sont nécessaires, en mettant l'accent sur le niveau sous-national

Point essentiel au sein de tous ateliers : encourager la responsabilisation des pays et trouver des solutions adaptées à chaque pays. Les pays doivent adapter et contextualiser les outils et les solutions en place au niveau mondial afin de les mouler au mieux à leur propre situation ; les processus pilotés par les pays sont essentiels. Pour adapter les approches et les interventions, il faut comprendre les dynamiques politiques, économiques, environnementales et sociales au sens large qui sous-tendent la nutrition dans chaque pays. En outre, l'effort de contextualisation doit tenir compte du fait qu'il existe des disparités considérables quant à l'état nutritionnel au sein d'un même pays ; il est donc essentiel de procéder à une analyse et à un ciblage au niveau infranational. Des plateformes décentralisées et multipartites se développent dans de nombreux pays et des programmes multisectoriels ont établis des mécanismes permettant de piloter les approches nationales et de mettre en œuvre des solutions locales.

3 Des données plus nombreuses et de meilleure qualité sur la nutrition sont nécessaires pour éclairer la prise de décision

La production de données plus nombreuses et de meilleure qualité sur la prévalence et la charge des cas, les programmes (tels que la couverture et la qualité) et les finances est essentielle pour éclairer les politiques à tous les niveaux, ainsi que pour démontrer l'efficacité des interventions et fournir un mécanisme de responsabilisation. Les données sur les inégalités du fardeau de la malnutrition peuvent aider à cibler les ressources plus efficacement et à mieux comprendre les éventuelles améliorations de l'état nutritionnel au niveau sous-national. Investir dans des données plus nombreuses et de meilleure qualité a été déterminé comme une priorité absolue.

4 Le financement des initiatives de nutrition représente à la fois un défi et une occasion

Des progrès ont été réalisés en matière de financement de la nutrition, les pays ayant augmenté leur budget national dédié à ce secteur et, dans certains cas, développé des lignes budgétaires spécifiques pour la nutrition. Toutefois, il reste encore beaucoup à faire pour encourager l'augmentation des ressources nationales consacrées à la nutrition et le suivi budgétaire. Les ministères des Finances et les trésors publics des différents pays doivent reconnaître l'importance cruciale de la nutrition : la réduction de la malnutrition doit être considérée comme un investissement et non comme une dépense.

5 Des progrès significatifs ont été réalisés dans la planification de réponses coordonnées et multisectorielles

Il y a consensus sur le fait qu'une approche globale, multisectorielle et multipartite est essentielle pour mettre à l'échelle les efforts de réduction de la malnutrition, et de nombreux pays ont mis en place des plateformes multisectorielles et multipartites. Celles-ci varient au niveau infranational en termes d'étendue de la décentralisation, d'éventail de parties prenantes, de degré de collaboration et d'autonomie de prise de décision. Les structures infranationales sont efficaces lorsqu'elles disposent de la capacité et des ressources nécessaires et sont en mesure de prouver les fruits de leurs efforts de mise en œuvre. En outre, le soutien à l'intégration de la nutrition dans les structures du système de santé reste un élément essentiel d'une approche multisectorielle de mise à l'échelle.



6

Il est essentiel de renforcer les capacités à tous les niveaux

Il est capital de reconnaître que nous avons besoin de ressources humaines accrues pour mener à bien les programmes de nutrition, en particulier au niveau infranational. Le renforcement des capacités fonctionnelles en matière de nutrition nécessite une perspective à long terme visant à assurer la durabilité des initiatives de nutrition. Il est essentiel que les ressources humaines tiennent compte des rôles de coordination dans une approche multisectorielle, car la convocation de plateformes multipartites nécessite un coordinateur fort capable de veiller à ce que les plateformes restent fonctionnelles et efficaces.

7

La société civile et les médias doivent continuer à tenir le rôle de catalyseurs de la nutrition

La société civile a toujours joué un rôle essentiel dans la mise à l'échelle des efforts déployés en matière de nutrition, favorisé une plus grande volonté politique, un engagement accru de la part des parlementaires, une responsabilité financière plus prononcée, et fait avancer les programmes de nutrition multisectoriels et multipartites dans de nombreux pays. En outre, les médias sont un allié potentiellement important dans l'élaboration d'un discours puissant sur la nutrition. L'engagement des médias s'accroît en cette ère de médias sociaux, notamment en tant que mécanisme d'engagement des jeunes.

8

Les femmes et les adolescents doivent avoir une voix et faire partie de la solution

Nous devons faire en sorte que les femmes et les adolescents soient entendus dans les discussions et les décisions relatives à la nutrition. La participation des défenseurs des jeunes à un grand nombre d'ateliers a mis en évidence le rôle essentiel qu'ils jouent dans les initiatives liées à la nutrition. Les mécanismes permettant de donner aux femmes les moyens d'accroître véritablement l'égalité des sexes dans le domaine de la nutrition sont considérés comme essentiels.



Visite à Bo, Sierra Leone, de Gerda Verburg, SSG de l'ONU et coordinatrice du Mouvement SUN

Scaling Up Nutrition (SUN) Movement

9

L'engagement du secteur privé est essentiel

On reconnaît que le secteur privé est un acteur puissant de la nutrition, et il faut s'assurer qu'il a un impact positif plutôt que négatif sur les résultats nutritionnels et qu'il est tenu responsable de ses actions. La question de savoir si le secteur de la nutrition doit parler au secteur privé ne se pose plus, il faut plutôt se demander comment il doit s'engager auprès des acteurs vitaux de ce secteur. Il se trouve que le secteur privé joue un rôle central dans les systèmes alimentaires : même les ménages ruraux achètent une grande partie de leur nourriture sur les marchés, et l'engagement des entreprises dans le secteur est donc crucial.

10

Se concentrer sur les contextes fragiles est essentiel

Les États fragilisés en raison d'un conflit ou de chocs climatiques, politiques ou économiques ont des besoins particuliers lorsqu'il s'agit de traiter la malnutrition et de mettre à l'échelle des mesures en matière de nutrition. Les données nutritionnelles issues de contextes fragiles reflètent les défis auxquels sont confrontés les pays fragilisés en termes de financement, de gouvernance, de coordination et de gamme d'interventions et d'approches. Le Mouvement SUN est bien placé pour plaider politiquement et publiquement en faveur d'un montant adéquat lorsqu'il s'agit d'investissements humanitaires et de développement dans ces États fragilisés.

11

Se concentrer davantage sur la responsabilisation

De nombreux engagements en matière de nutrition ont été pris dans le passé et, bien que des progrès considérables aient été accomplis dans la réalisation de ces objectifs, les structures et les mécanismes de responsabilisation visant à assurer la progression des engagements aux niveaux infranational et national font toujours défaut. Alors que les pays cherchent à prendre de nouveaux engagements en vue du Sommet sur la Nutrition pour la croissance de 2020, il est essentiel de mettre en place des mécanismes de responsabilisation. Comme l'ont fait remarquer les représentants des pays, le Mouvement SUN peut faciliter la création de structures de responsabilisation. Les évaluations annuelles conjointes pourraient inclure un tel objectif.

12

Les structures de soutien du Mouvement SUN au niveau mondial se sont avérées être une valeur ajoutée pour les pays

Les structures mondiales de soutien du réseau SUN se sont avérées être une valeur ajoutée pour les pays, mais on a également constaté qu'elles devraient être davantage axées sur la demande afin de mieux répondre aux besoins et aux priorités des pays. Pour ce faire, il faut rapidement mettre en place un partage des apprentissages efficaces entre les pays et au niveau sous-régional.

À mi-parcours de la Décennie d'action des Nations unies pour la nutrition, le rassemblement mondial de SUN de 2019 a été un moment charnière, tout indiqué pour réfléchir aux progrès accomplis par les pays et partager les succès et les défis. Les questions mises en évidence lors du rassemblement mondial sont clairement pertinentes pour le Sommet sur la Nutrition pour la croissance de 2020 et pour la prochaine étape du Mouvement SUN, la feuille de route 3.

Atteindre les objectifs mondiaux en matière de nutrition de 2025 : Le programme inachevé du Népal

Kiran Rupakhetee est chef de division et secrétaire adjoint de la division de la bonne gouvernance et du développement social, secrétariat de la Commission nationale de planification et du gouvernement du Népal, et point focal national du Mouvement SUN. **Manisha Laxmi Shrestha** est une spécialiste de la nutrition travaillant pour le projet Suaahara II basé à Katmandou, au Népal.

Bishow Raman Neupane est directeur de la gouvernance multisectorielle pour le projet Suaahara II, Helen Keller International, Népal.



Introduction

Le Népal, pays hôte du rassemblement mondial du Mouvement SUN de 2019, a réalisé des progrès marqués dans la réduction de la famine et l'amélioration de la nutrition grâce à des politiques et des programmes solides mis en œuvre par le gouvernement et les principaux partenaires de développement. Dans les années 1990, le Népal a enregistré le taux de retard de croissance le plus élevé du monde, avec environ 60 % des enfants de moins de cinq ans (EM5) présentant un retard de croissance¹. De 2001 à 2011, le retard de croissance des enfants est passé de 56,6 % à 40 %, soit une réduction de 1,66 pour cent par an et la réduction la plus rapide du retard de croissance enregistrée au niveau mondial¹.

Atteindre les objectifs mondiaux actuels

Le pays est en bonne voie pour atteindre les objectifs mondiaux de l'Assemblée mondiale de la santé (AMS) en matière de nutrition pour 2025 en ce qui concerne la surcharge pondérale et l'allaitement maternel exclusif, mais il est hors de question qu'il atteigne les objectifs pour tous les autres indicateurs². Aujourd'hui, la prévalence nationale du retard de croissance des EM5 s'élève à 36%, ce qui est supérieur à la moyenne des pays en développement, qui est de 25 %². De plus, la prévalence nationale de l'émaciation des EM5 s'élève à 9,6 %, chiffre également élevé et supérieur à la moyenne des pays en développement, qui est de 8,9 %¹. Le taux actuel de réduction de la prévalence de l'émaciation dans le pays est de 1,82 %, mais un taux annuel de diminution de 7,41 % est nécessaire pour atteindre l'objectif mondial de 5 % d'ici 2025 (voir figure 1). Le Népal devra accélérer ses efforts afin d'atteindre tous les objectifs mondiaux en matière de nutrition pour 2025.

Principaux moteurs de changement

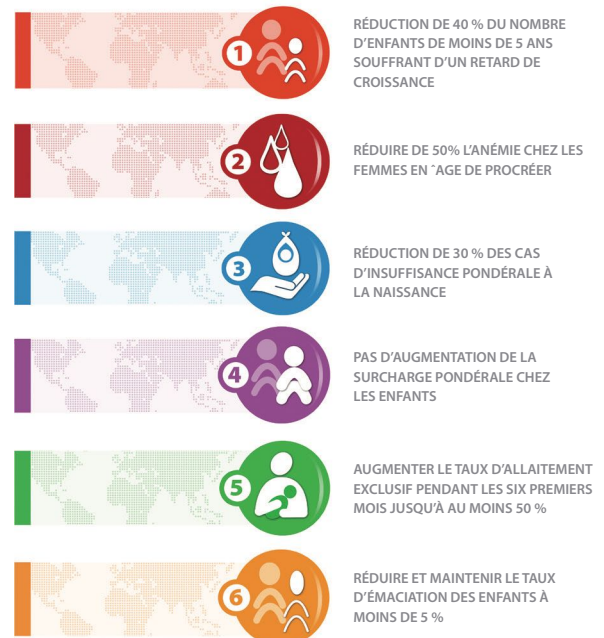
Le Népal a mis en œuvre diverses stratégies pour améliorer l'état nutritionnel de sa population. La nutrition et la sécurité alimentaire font partie des priorités politiques de haut niveau pour le pays et figurent dans le 15^e plan périodique du gouvernement (2019-2024), et l'adoption du droit à l'alimentation est inscrite dans la constitution. L'adoption d'une approche multisectorielle de la nutrition, selon laquelle chaque partie prenante dispose d'un ensemble d'interventions définies et reconnues au niveau mondial pour atteindre les objectifs de l'AMS, est considérée comme un moteur essentiel de changement positif. L'élaboration de plans nutritionnels multisectoriels (MSNP-I en 2013-2017 et MSNP-II en 2018-2022) a été dirigée par la Commission nationale de planification (NPC), avec un Secrétariat de la nutrition et de la sécurité alimentaire établi au sein de la NPC pour la coordination et la promotion de la nutrition.

¹ Headey DD, Hodinott J (2015). Understanding the Rapid Reduction of Undernutrition in Nepal (Comprendre la réduction rapide de la sous-nutrition au Népal), 2001–2011. <https://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0079818>

² <https://globalnutritionreport.org/media/profiles/v1.9.7/pdfs/nepal.pdf>

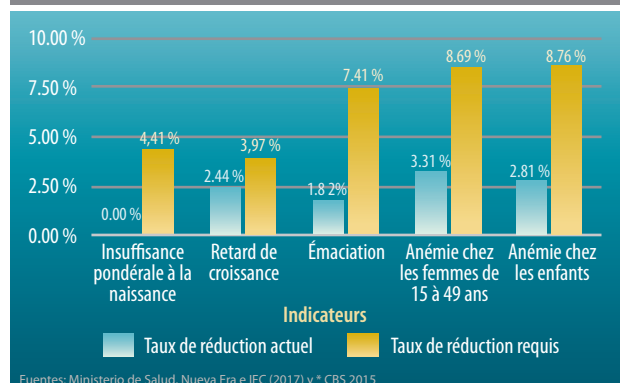
CIBLES MONDIALES 2025

Améliorer la nutrition des mères, des nourrissons et des jeunes enfants



Organisation mondiale de la Santé

Figure 1 Comparaison entre le taux actuel du Népal et le taux de réduction requis pour atteindre les objectifs mondiaux de nutrition de 2025





Une mère avec son nouveau-né à l'hôpital du district de Dhading au Népal

UNICEF/Brian Sokol

Encadré 1 Principaux enseignements que le gouvernement du Népal a tirés du rassemblement mondial SUN

1. L'autonomisation et l'engagement des adolescents et des jeunes sont très importants pour la promotion de la nutrition, car ils sont l'avenir du pays.
2. Une mobilisation significative et productive du secteur privé et de la société civile est nécessaire, car leur rôle et leur implication dans la lutte contre la malnutrition au Népal ne sont pas encore clairement définis.
3. La création d'un forum/institut d'apprentissage dans le cadre de l'initiative SUN serait très bénéfique pour assurer l'apprentissage et le partage des bonnes pratiques.
4. Des interventions ciblées visant à atteindre les populations difficiles à accéder, marginalisées et vulnérables sont nécessaires pour atteindre les objectifs de l'Assemblée mondiale de la santé (AMS) en tant que pays.

Avec son récent passage au fédéralisme, le Népal compte désormais trois niveaux de gouvernement (fédéral, provincial et local) et des actions de plaidoyer sont menées pour inclure la nutrition dans les plans et politiques locaux. En conséquence, la plupart des provinces ont intégré la nutrition dans leur programme de développement, avec un budget spécifique. En outre, le gouvernement local a contribué à plus de 50 % des coûts de mise en œuvre du MSNP-II.

Les interventions du MSNP-II sont mises en œuvre dans 610 des 753 administrations locales et dans 62 des 77 districts, avec des plans de mise à l'échelle nationale d'ici 2022. Des comités directeurs de la nutrition et de la sécurité alimentaire ont été créés au niveau provincial dans les sept provinces et un processus de création de comités similaires au niveau des quartiers (la plus petite unité administrative du Népal) est en cours. Toutes les activités de nutrition sont suivies au moyen d'un système de rapports en ligne, bien que l'établissement de rapports précis et opportuns par tous les ministères sectoriels reste un défi.

Défis et outils pour accélérer les progrès

Financement insuffisant pour atteindre les objectifs mondiaux de l'AMS en matière de nutrition

Bien que le budget que le gouvernement a alloué à la nutrition ait augmenté au fil des ans avec la mise en œuvre du MSNP, le Népal se classe toujours au bas de l'échelle en termes d'investissement dans la nutrition et la sécurité alimentaire (152 pays sur 193) et même plus bas pour la région³. Selon la Banque mondiale, un montant supplémentaire de 8,50 USD par enfant et par an est nécessaire pour atteindre l'objectif mondial de nutrition, rien que pour remédier au retard de croissance des EM5⁴.

Le suivi financier des initiatives de nutrition pour les trois années précédentes est en cours et est soutenu par l'UNICEF, bien que des données sur ce financement au niveau des pays soient nécessaires pour soutenir la mobilisation des ressources nationales pour la nutrition et pour aider à coordonner les ressources des bailleurs de fonds. On espère que les résultats du suivi financier encourageront également les décideurs sectoriels et infranationaux à aligner les allocations sur les activités prioritaires en matière de nutrition. Grâce à un plaidoyer continu, le gouvernement local a réalisé l'importance d'investir dans la nutrition et alloué davantage de budget à ce secteur. Toutefois, ces allocations budgétaires doivent être continues pour soutenir les efforts et les accomplissements réalisés jusqu'à présent en matière de nutrition.

Mettre l'accent sur une approche de « nutrition tout au long du cycle de vie »

La nutrition des adolescents est une deuxième fenêtre d'opportunité permettant d'améliorer la nutrition et on commence de plus en plus à penser au-delà de la période des « 1000 jours d'or » (comme on dit au Népal) de la conception au deuxième anniversaire de l'enfant en abordant les déterminants sociaux de la malnutrition par une approche basée sur le cycle de vie. La nutrition des adolescents n'a guère été prioritaire jusqu'à présent, mais elle est cruciale, puisque 17 % des adolescents (10-19 ans) du pays sont enceintes ou ont déjà un bébé⁵. Le gouvernement a déterminé que la nutrition des adolescents serait une activité prioritaire dans le programme MSNP-II. En outre, divers programmes d'intervention ont été mis en œuvre pour améliorer l'état de santé et de nutrition des adolescents dans certains districts.

Nécessité de renforcer la gouvernance à tous les niveaux

Le pays a élaboré une législation et une politique visant à améliorer la nutrition, en nommant du personnel désigné à différents niveaux dans les ministères concernés pour soutenir la mise en œuvre du MSNP-II. Néanmoins, des défis subsistent dans les arrangements institutionnels liés à la transition vers une structure fédérale. Des stratégies concrètes de renforcement des capacités et du système doivent être élaborées et mises en œuvre pour faire face aux défis du système fédéral nouvellement introduit, avec une plus grande responsabilisation au niveau local et une attribution claire des rôles et des responsabilités. La coordination entre les différentes parties prenantes à tous les niveaux doit être améliorée et renforcée, en faisant de l'internalisation de la nutrition une question prioritaire, tout comme la responsabilisation du MSNP aux niveaux fédéral, provincial et local.

Sur quoi faut-il se concentrer ?

Si la prévalence du retard de croissance des EM5 a diminué au fil des ans, le rythme de cette diminution est insuffisant et doit être accéléré pour atteindre les objectifs mondiaux de l'AMS pour le Népal. Pour améliorer la nutrition des enfants, le Népal doit mettre à l'échelle la mise en œuvre du MSNP-II dans les 753 zones de gouvernement local. Bien que les municipalités aient intégré les activités de nutrition à leur programme, la nutrition doit être plus largement discutée et un budget plus important et continu doit lui être alloué. Par ailleurs, des interventions ciblées doivent être lancées pour atteindre les populations difficiles à accéder, marginalisées et vulnérables.

³ NPC (2018) Towards Zero Hunger in Nepal (vers une famine zéro au Népal). A Strategic Review of Food (Examen stratégique de l'alimentation) Security & Nutrition 2018. Katmandou : Commission de planification nationale

⁴ <http://pubdocs.worldbank.org/en/460861439997767818/Stunting-Costing-and-Financing-Overview-Brief.pdf>

⁵ MSNP II document <http://nnfsp.gov.np/PortalContent.aspx?Doctype=Resources&ID=330>

Relier les politiques et les programmes humanitaires, de développement et de consolidation de la paix pour améliorer la nutrition en Afghanistan

Nasrullah Arsalai est le point focal national du Mouvement SUN et le directeur général du Secrétariat du Conseil des ministres du gouvernement de la République islamique d'Afghanistan.

Said Shamsul Islam Shams est un médecin et un expert en santé publique qui coordonne le programme de sécurité alimentaire et de nutrition du secrétariat technique de l'Afghanistan.

Maureen L. Gallagher est la chef de la nutrition d'UNICEF Afghanistan. Spécialiste de la santé publique, elle possède plus de 15 ans d'expérience dans la programmation liée à la nutrition en Afrique et en Asie, dans des contextes humanitaires et de développement.

Martin Ahimbisibwe est le chef de l'équipe de nutrition du Programme alimentaire mondial en Afghanistan et un nutritionniste ayant à son actif plus de 15 ans d'expérience dans les contextes humanitaires et de développement.



Introduction

Pays enclavé et montagneux d'Asie centrale et du Sud, l'Afghanistan compte 32 millions d'habitants. Quatre décennies de conflit ont infligé à l'Afghanistan des crises multiples et prolongées. On estime qu'environ 11,3 millions de personnes (37 % de la population totale) risquent de connaître une grave insécurité alimentaire aiguë, dont environ 8,6 millions de personnes en situation de crise (phase 3 du Système intégré de classification par phases) et près de 2,7 millions de personnes en situation d'urgence (phase 4 du Système intégré de classification par phases)¹. La prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans (EM5) est de 41 %, tandis que la prévalence de l'émaciation chez les EM5 est de 9 %².

L'approche à trois volets

Le programme de développement du gouvernement demande que l'on s'attache davantage à relier les politiques et les programmes humanitaires, de développement et de consolidation de la paix. Cette « approche à trois volets » a permis d'accroître la cohérence et les liens entre les actions visant à améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire, ce qui se reflète notamment dans le plan

stratégique du programme de sécurité alimentaire et de nutrition en Afghanistan (AFSeN-A) (voir ci-dessous). L'approche vise également à encourager les bailleurs de fonds à investir davantage, car ils voient dans le financement des interventions des résultats tangibles d'une efficacité et d'un impact accrus. L'approche à trois volets relie trois plans clés : le plan de réponse humanitaire, le plan « One UN » et le mandat de paix de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) (voir figure 1).

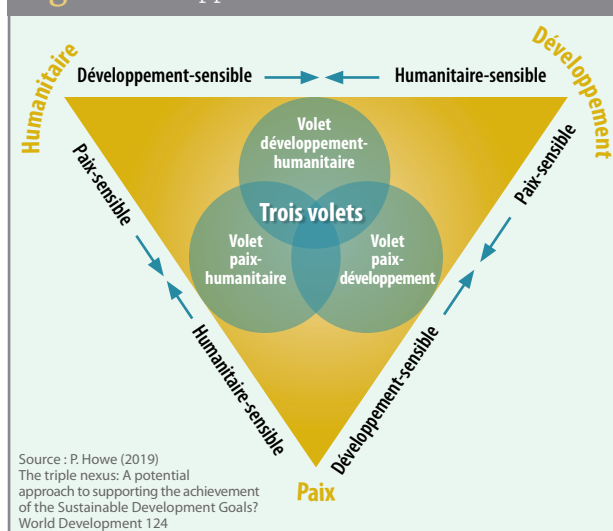
La particularité de cette approche est qu'elle reflète la réalité et les besoins du contexte actuel en Afghanistan. Le pays est fragilisé et souffre de conflits et de violence, un contexte qui exige des actions humanitaires, de développement et de paix à court, moyen et long terme pour répondre aux besoins immédiats, et aussi pour renforcer la résilience et le développement durable.

Programme de sécurité alimentaire et de nutrition en Afghanistan

C'est aussi le lancement du programme de sécurité alimentaire et de nutrition en Afghanistan (AFSeN-A) en 2017 qui a permis une réponse multisectorielle par le biais de l'approche à trois volets. Le plan stratégique de l'AFSeN-A (2019-2023) reflète les initiatives et les actions multisectorielles tant humanitaires que de développement. La mise en œuvre doit être assurée par un leadership institutionnel fort accompagné d'un engagement communautaire afin d'améliorer la situation de la population et faciliter la consolidation de la paix.

Dans le cadre de l'AFSeN-A, l'approche à trois volets vise à améliorer la situation nutritionnelle à deux niveaux, celui des politiques et celui de la programmation. Au niveau politique, l'approche inclut les acteurs humanitaires, du développement et de la paix dans les discussions sur la sécurité alimentaire et l'élaboration des politiques nutritionnelles afin de contribuer à la cohérence des politiques. Le secrétariat de l'AFSeN-A a également pris l'initiative de faire participer les coordinateurs des groupes sectoriels humanitaires aux réunions du comité exécutif, ce qui permet des échanges plus efficaces, et assure sensibilisation et espace pour améliorer les liens entre les plateformes.

Figure 1 L'approche à trois volets



¹ Projection du Système intégré de classification par phases pour l'Afghanistan (novembre 2019-mars 2020)

² <https://globalnutritionreport.org/resources/nutrition-profiles/asia/southern-asia/afghanistan/#profile>

Au niveau des programmes, l'approche fournit un cadre de coordination et de suivi. Cela a renforcé l'analyse, la planification et la programmation conjointes entre les acteurs de l'humanitaire, du développement et de la paix, qui seront plus à même de concevoir des interventions avec des objectifs à court et à long terme, s'inscrivant également dans les objectifs de développement durable (ODD). Le plan stratégique actuel de l'AFSeN-A identifie les actions prioritaires de divers secteurs qui contribuent aux objectifs communs de sécurité alimentaire et nutritionnelle, et les interventions qui contribuent aux résultats dans deux ou plusieurs domaines liés (voir tableau 1).

Travailler ensemble

Les réunions de coordination de l'AFSeN-A comprennent des groupes de travail sur la sécurité alimentaire, la nutrition, la sensibilisation du public et le plaidoyer ; les réseaux du Mouvement SUN (ONU, partenaires de développement, société civile et réseaux d'entreprises) ; et les plateformes de prise de décision (comités exécutifs et comités directeurs de haut niveau). Ces groupes et forums rassemblent des organisations de développement, des organisations humanitaires, des organisations de la société civile, le secteur privé, des universités et des décideurs gouvernementaux qui discutent ensemble des interventions à court, moyen et long terme en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, définissant notamment les priorités et les mécanismes de collecte de fonds. Une grande partie des activités de « consolidation de la paix » se fait par le biais d'un travail de développement basé sur le dialogue et axé sur les initiatives communautaires.

Alors que plusieurs interventions spécifiques et sensibles à la nutrition sont mises en œuvre à l'échelle nationale, la mise sur pied du plan stratégique de l'AFSeN-A est l'occasion de renforcer les liens et la cohésion de la réponse multisectorielle en cartographiant les progrès déjà accomplis et en plaidant pour combler les lacunes restantes ; par exemple, le renforcement des efforts conjoints conformément à l'opérationnalisation de la stratégie de nutrition de la mère, du nourrisson et du jeune enfant, afin d'accélérer les progrès en matière de prévention de la malnutrition (émaciation, retard de croissance et carences en micronutriments). Une meilleure connaissance et une meilleure compréhension des trois volets basées sur des exemples concrets sont essentielles pour promouvoir l'approche.

Relever les défis

L'AFSeN-A a introduit le concept à trois volets au moyen de formations d'orientation, mais il lui faudra plus d'élan pour aller de l'avant. L'intégration des initiatives humanitaires, de développement et de paix dans un contexte de conflits civils prolongés nécessite une phase de transition. Elle est capitale

pour transférer les responsabilités aux gouvernements et assurer l'intégration des allocations budgétaires et des ajustements structurels, ainsi que pour assurer la planification et le financement à long terme par le gouvernement et les bailleurs de fonds, avec une composante essentielle de renforcement des capacités. Par exemple, les bailleurs de fonds prévoient de piloter un projet de financement à long terme sur le thème « Financement précoce, action précoce », qui explore les mesures de protection immédiate en cas de choc, liées à des programmes de protection sociale à plus long terme.

Le financement de la nutrition par le budget national reste insuffisant pour répondre aux besoins, en raison de priorités nationales concurrentes. Toutefois, par l'intermédiaire de l'AFSeN-A, le comité de coordination provincial s'efforce d'accorder une plus grande priorité à la nutrition en augmentant les crédits budgétaires nationaux, et des crédits budgétaires sont alloués à des projets sensibles à la nutrition au niveau provincial.

L'Afghanistan fournit des services dans le cadre du lien entre le volet de l'aide humanitaire et celui du développement grâce à plusieurs initiatives. Il faut identifier et documenter ces initiatives, et analyser la manière dont la composante « paix » s'y inscrit et peut être développée. Ce sont les étapes initiales qui reflètent les progrès réalisés dans le cadre de l'approche à trois volets, avec de nombreux exemples sur lesquels s'appuyer (en particulier ceux liés aux liens entre le volet de l'aide humanitaire et celui du développement).

Prochaines étapes

Les prochaines étapes comprennent une diffusion plus large et des recommandations sur l'approche à trois volets du point de vue de l'AFSeN-A, afin que les parties prenantes comprennent le raisonnement et l'importance de l'approche. Le concept devrait être internalisé et les exemples de mise en œuvre devraient être abordés dans diverses plateformes de l'AFSeN-A. En outre, les politiques et stratégies nouvellement élaborées doivent être revues à la lumière de l'approche. Une petite équipe composée de représentants du gouvernement, des Nations unies, des partenaires de développement, du secteur privé et de la société civile sera constituée pour faciliter ce processus et faire régulièrement rapport au comité exécutif de l'AFSeN-A.

Toutefois, il reste encore à mieux comprendre comment les efforts des pays doivent être échelonnés pour rendre opérationnelles les initiatives de paix et de développement tout en intégrant simultanément les actions humanitaires. Ce lien peut être encore renforcé en soutenant les mesures et la prestation de services afin d'éviter que les gens ne retombent dans la crise à mesure que leur résilience augmente.

Tableau 1 Exemples d'interventions dans le cadre de l'approche à trois volets

Type d'intervention	Humanitaire	Développement	Paix
<i>Traitement de la malnutrition aiguë</i>	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place de programmes de traitement de la malnutrition aiguë sévère (MAS) et de la malnutrition aiguë modérée (MAM) par des équipes mobiles dans les camps et les zones difficiles à atteindre 	<ul style="list-style-type: none"> Décentralisation du traitement vers des établissements de santé de niveau inférieur, plus proches des villages d'origine 	<ul style="list-style-type: none"> Possibilités de réduction des déplacements grâce à une meilleure disponibilité des services
<i>Création d'actifs</i>	<ul style="list-style-type: none"> Farine de blé enrichie 	<ul style="list-style-type: none"> Stimulation économique Atouts communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> Opportunités de travail, moins de migration, réduction des tensions
<i>Filet de sécurité anti-chocs</i>	<ul style="list-style-type: none"> Filet de protection 	<ul style="list-style-type: none"> Filet de sécurité productif 	<ul style="list-style-type: none"> Une plus grande confiance dans le gouvernement et une plus grande légitimité de celui-ci
<i>Repas scolaire, vermifuge et supplémentation en fer et acide folique</i>		<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de l'accès à l'éducation Réduction du retard de croissance et prévention de l'anémie Amélioration des résultats d'apprentissage 	<ul style="list-style-type: none"> Normalisation et stabilité Coexistence pacifique
<i>Interventions communautaires en matière de nutriments</i>	<ul style="list-style-type: none"> Engagement des agents de santé communautaires assurant dépistage et références vers les établissements de santé, et sensibilisation 	<ul style="list-style-type: none"> Éveil d'intérêt et responsabilisation des communautés pour améliorer la situation nutritionnelle Réduction du retard de croissance 	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration du bien-être du ménage grâce à un meilleur état nutritionnel Augmentation du potentiel cognitif et de la productivité

Aux Philippines, la multisectorialité est devenue une réalité : déploiement au niveau infranational



L'équipe de gestion des connaissances SUN de l'ENN

Introduction

Les Philippines sont un archipel de l'Asie du Sud-Est qui compte plus de 105 millions d'habitants. Bien qu'il s'agisse d'un pays à revenu moyen inférieur, la dernière enquête nationale élargie sur la nutrition (2018-2020) montre une prévalence de retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans (EM5) de 30 % et une émaciation de 5 %, tandis que 4 % des EM5 sont en surcharge pondérale¹. Au cours de la dernière décennie, les taux de prévalence du retard de croissance et de l'émaciation sont restés relativement stables².

Entre juillet et septembre 2019, sous la direction et avec l'aide du Conseil national de nutrition des Philippines, l'Emergency Nutrition Network (ENN) a mené une étude de cas détaillée visant à explorer les programmes de nutrition infranationaux, en mettant l'accent sur la mise en œuvre du Plan d'action philippin pour la nutrition dans deux endroits, à savoir la ville de Gingoog dans la province de Misamis Oriental, et la province de Quirino³. Cet article résume les principales conclusions.

Évolution d'une approche multisectorielle de la nutrition

Les Philippines comptent de nombreux programmes de nutrition à leur actif, caractérisés par une approche

multisectorielle et, suite à un décret présidentiel, le Conseil national de nutrition (CNN) a été formé dans les années 1970. Dès sa création, le CNN a travaillé avec un comité interagences composé des ministères de la Santé, de l'Éducation, de la Protection sociale et du Développement, et des Sciences et Technologies. Diverses interventions en matière de nutrition ont été mises en œuvre à grande échelle, telles que la création de centres de nutrition et de clubs d'amélioration rurale, ainsi que le recrutement et la formation d'ouvriers agricoles pour la création de potagers dans les foyers, les écoles et les communautés, à l'aide de technologies agricoles bio-intensives. Malgré ces efforts, la situation nutritionnelle du pays ne s'est pour ainsi dire pas améliorée.

En 2014, les Philippines ont rejoint le Mouvement SUN (Scaling Up Nutrition) afin d'améliorer leur stratégie multisectorielle en matière de nutrition. Comme l'ont exprimé les responsables du CNN interrogés, ils ont rejoint un mouvement mondial pour mieux comprendre comment rendre les approches multisectorielles plus efficaces.

Plan d'action philippin pour la nutrition (Philippine Plan of Action for Nutrition – PPAN) (2017–2022)

Le PPAN actuel (il y en a eu six depuis 1993) préconise une approche multisectorielle, avec une combinaison de programmes sensibles à la nutrition et de programmes spécifiques à la nutrition mis en œuvre à grande échelle. Cependant, dès son premier stade de développement, le PPAN (2017-2022) a été élaboré différemment des plans précédents. Il a été prévu sur une période de deux ans, avec des contributions et des consultations étendues à tous les niveaux, y compris une représentation infranationale (régions, provinces, villes et municipalités)⁴.

Le PPAN (2017-2022) met particulièrement l'accent sur les 1 000 premiers jours de la vie (de la conception à l'âge de deux ans) et se concentre aussi sur la nutrition des enfants d'âge scolaire et des adolescents. Le plan est partiellement chiffré : le coût des produits servant à la mise en œuvre d'interventions spécifiques en matière de nutrition est connu, et les agences individuelles reçoivent des budgets pour les activités sectorielles prévues. Toutefois, le coût des initiatives sensibles à la nutrition n'a pas été établi.

Encadré 1 Résultats du PPAN (2017–2022)

Les résultats attendus sont les suivants :

1. Réduire les niveaux de retard de croissance des enfants (à 21,4 %) et d'émaciation (à moins de 5 %)
2. Réduire les carences en micronutriments à des niveaux inférieurs aux niveaux significatifs pour la santé publique (carence en vitamine A, anémie et déficience liés à la carence en iode)
3. Veiller à ce que la prévalence de la surcharge pondérale chez les enfants n'augmente pas, notamment en limitant la prévalence chez les enfants de moins de 5 ans à 3,8 %.
4. Réduire la prévalence de la surcharge pondérale chez les adolescents (à moins de 5 %) et les adultes (à moins de 28 %).

¹ www.fnri.dost.gov.ph/images//sources/eNNS2018/ENNS_Overview.pdf

² <https://globalnutritionreport.org/resources/nutrition-profiles/asia/south-eastern-asia/philippines/#profile>

³ L'étude de cas des Philippines fait partie d'une série d'études de cas réalisés par l'ENN visant à comprendre les expériences des pays en matière de déploiement de programmes multisectoriels pour la nutrition, avec un accent sur le niveau sous-national. Les Philippines sont l'un des deux pays étudiés en 2019 et complètent la série de huit études de cas prévues dans le cadre du projet d'assistance technique pour la nutrition (ATN), apportant un soutien à la gestion des connaissances au Mouvement SUN. Les autres études de cas ont porté sur les pays suivants : Bangladesh, Éthiopie, Kenya, Népal, Niger, Sénégal et Zimbabwe.

⁴ Le processus a été soutenu par Nutrition International (NI) dans le cadre du projet ATN visant à fournir une assistance technique aux pays SUN en ce qui concerne l'élaboration de plans et de mécanismes multisectoriels pour la nutrition, sous la direction du Conseil national de nutrition. Du soutien a également été fourni par des agences des Nations unies, notamment le Programme alimentaire mondial et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds des Nations unies pour l'enfance et l'Organisation mondiale de la santé. Des organisations non gouvernementales internationales, des organisations de la société civile et des institutions universitaires ont également pris part à ce processus.

Responsabilité décentralisée par l'intermédiaire d'unités de gouvernance locales

Au début des années 1990, la décentralisation des services gouvernementaux nationaux, comprenant la décentralisation des services de santé vers les gouvernements provinciaux, municipaux et locaux élus au niveau local, appelés unités de gouvernance locale, a été un développement clé. L'étude de cas a révélé un niveau élevé d'adhésion de la part des unités de gouvernance locale dans les deux endroits. Il s'agissait notamment de comités de nutrition active, d'affectations spéciales pour la dotation de postes critiques, tels que les agents d'action en matière de nutrition des municipalités/villes, d'un soutien accru aux travailleurs de première ligne en matière de nutrition, connus sous le nom de Barangay Nutrition Scholars (BNS)⁵, et de nombreuses autres activités financées par les ressources des unités de gouvernance locale.

Cependant, il était clair que l'engagement en faveur de la nutrition dépendait en grande partie du leadership du chef de l'exécutif local, qu'il s'agisse du gouverneur ou du maire. En outre, le leadership doit être stable pour être efficace, comme l'a souligné le cas de la province de Quirino, où des postes critiques, dont celui de responsable de l'action en faveur de la nutrition, chargé de la coordination des comités de nutrition au niveau des collectivités territoriales et de l'élaboration des plans d'action municipaux/urbains en matière de nutrition, sont en place depuis plusieurs années.

En outre, comme on l'a vu à Quirino, il y a eu une continuité des plans et des programmes entre les différents mandats des responsables. Assurer cette continuité, indépendamment des changements de direction, et veiller à ce que les programmes de nutrition soient fermement ancrés dans tous les plans de développement locaux, a clairement contribué à la durabilité des initiatives dans la province.

Sensibiliser les secteurs à apporter de petits changements en vue d'améliorer la nutrition

Le PPAN souligne que les secteurs n'ont pas besoin de modifier radicalement leur programmation, mais plutôt de

« peaufiner » les approches existantes pour qu'elles soient plus axées sur la nutrition. Par exemple, le ministère de l'Agriculture travaille en étroite collaboration avec le ministère de l'Éducation pour créer des jardins dans toutes les écoles, distribuer des semences et organiser des formations en agriculture. Le modèle de collaboration multisectorielle permet également à chaque secteur d'identifier des interventions ciblant des ménages particuliers au cours des 1 000 premiers jours (femmes enceintes et allaitantes et enfants de moins de deux ans) et les ménages dont les enfants sont émaciés, en retard de croissance ou les deux.

Tout en reconnaissant que la nutrition est la responsabilité première du secteur de la santé, les parties prenantes interrogées dans le cadre de cette étude de cas ont d'un commun accord souligné le rôle spécifique de chaque secteur dans l'amélioration de l'état nutritionnel de la population.

Créer un environnement motivant

Une caractéristique unique du PPAN actuel est son mécanisme d'incitatifs et de récompense. Un système de récompenses annuelles, basé sur les performances des unités de gouvernance locale, utilise un outil de suivi spécifique (Monitoring of Local Level Plan Implementation – MELLPI Pro) pour évaluer les performances des postes de santé des barangay et des travailleurs locaux du secteur de la nutrition. Les unités de gouvernance locale sont évaluées chaque année par des équipes régionales et reçoivent des récompenses en espèces en fonction de leurs résultats. Ces récompenses s'avèrent une motivation importante, chaque unité veillant avec soin à tenir une documentation appropriée pour garantir la conformité.

Nécessité d'une collaboration plus poussée

En raison des défis géographiques, il existe parfois une séparation entre les agences gouvernementales nationales et les unités de gouvernance, et la lenteur des processus bureaucratiques et des procédures nationales de passation des marchés publics a des répercussions sur la capacité des unités à se procurer efficacement les matériaux nécessaires à la mise en œuvre des programmes.

Les mécanismes de suivi et d'évaluation doivent également être renforcés. Par exemple, tous les secteurs au niveau des collectivités territoriales auraient besoin d'un mécanisme conjoint permettant d'assurer le suivi de la couverture des interventions multisectorielles qui convergent vers les mêmes ménages.

Conclusion

Les Philippines sont confrontées à une forte prévalence de toutes les formes de malnutrition, y compris des taux croissants de surcharge pondérale dans tous les groupes de population; pourtant, avec un engagement renouvelé en faveur d'une approche nutritionnelle multisectorielle, une responsabilisation au niveau du gouvernement local et des ressources adéquates allouées à la mise en œuvre du PPAN, le pays est bien placé pour accélérer la réalisation de ses objectifs nutritionnels.

Vous pouvez consulter l'étude de cas complète réalisée par l'ENN (<https://www.enonline.net/mspcasestudyphilippines2020>) ainsi qu'une interview vidéo avec le chef de la division Politique et planification du Conseil national de nutrition sur le PPAN (2017-22) à l'adresse <https://www.enonline.net/mediahub/video/implementingppanphilippines>

¹ Un barangay est la plus petite division administrative des Philippines et le terme philippin désignant un village, un district ou un quartier. Dans les zones métropolitaines, le terme désigne souvent un quartier du centre-ville, une banlieue ou un quartier de banlieue.



Charulatha Banerjee, spécialiste régionale de la gestion des connaissances de l'ENN, interroge des spécialistes de la nutrition des barangay

Stewart Allen

Mettre les communautés au cœur de l'amélioration de la nutrition : Expériences du Bénin



Le **Professor Roch Mongbo** est le directeur général du Conseil de l'alimentation et de la nutrition de la République du Bénin (CAN-Bénin) et le point focal national du Mouvement SUN.

Minakpon Stanislas Hounkanlin est directeur du plaidoyer pour l'Association nationale des municipalités du Bénin, où il coordonne l'appui technique à la promotion de la nutrition, notamment en travaillant avec le Conseil de l'alimentation et de la nutrition.

Ophélie Hémonin est conseillère politique au Secrétariat du Mouvement SUN, où elle soutient un portefeuille de 10 pays africains francophones dans leurs efforts de mise à l'échelle pour atteindre leurs objectifs en matière de nutrition.

Cet article s'appuie sur les résultats d'interviews avec les parties prenantes menés au Bénin dans le cadre d'un examen approfondi du pays (« Deep Dive ») visant à soutenir l'examen à mi-parcours du Mouvement SUN. Le rapport final sera bientôt disponible sur le site web du Mouvement SUN.

Introduction

Lorsque le Bénin a rejoint le Mouvement « Scaling up Nutrition » (SUN) en 2011, il était grand temps pour le pays de prendre un engagement politique fort pour lutter contre la malnutrition. Malgré des taux de croissance économique encourageants et un climat politique stable, plus de la moitié de la population vit avec moins de 1,25 USD par jour ; on estime que 44,6 % des enfants de moins de cinq ans (EM5) souffrent d'un retard de croissance et 12 % d'émaciation¹. En 2018, la prévalence nationale du retard de croissance des EM5 est tombée à 32,2 % (ce qui reste supérieur à la moyenne de 25 % des pays en développement), la prévalence de l'émaciation des EM5 est tombée à 5 % (ce qui est inférieur à la moyenne de 8,9 % des pays en développement) et le taux d'allaitement maternel exclusif est passé de 32 % à 41,6 %¹. Cependant, le Bénin n'est pas en voie d'atteindre les objectifs mondiaux de l'Assemblée mondiale de la santé pour 2025 pour tous les indicateurs analysés avec des données adéquates, bien que ses résultats soient relativement bons par rapport à d'autres pays en développement¹.

Développement de la nutrition à base communautaire

Avant même de rejoindre le Mouvement SUN, le Bénin avait mis en place des stratégies et des dispositifs institutionnels pour réduire la malnutrition. Un organisme multisectoriel et multipartite, le Conseil de l'Alimentation et de la Nutrition (CAN), a été créé en 2009 au sein du Bureau du Président. Le secrétaire permanent du CAN (SP-CAN) fait office de point focal SUN. La même année, le Plan stratégique de développement de l'alimentation et de la nutrition (PSDAN) a été lancé pour une période dix ans ; il considère les communautés comme une pierre angulaire de sa mise en œuvre. Le Programme de nutrition communautaire (PNC), un projet novateur qui pilote la section des interventions spécifiques à la nutrition du PSDAN dans 10 communes pilotes, en a été un élément clé.

En 2014, les enseignements tirés du PNC ont été transposés à plus grande échelle avec le vaste programme multisectoriel de santé, d'alimentation et de nutrition (PMSAN). Financé par un prêt de 28 millions de dollars de la Banque mondiale, le PMSAN est axé sur la prévention et le traitement de la malnutrition dans 40 des 77 communes du Bénin², dont les 10 communes du PNC.

Cadres communaux de concertation

Dans chaque commune, le cadre institutionnel pour la mise en œuvre du programme est fourni par le Cadre communal de concertation (CCC), créé par décret municipal et présidé par le maire de la commune. Les réunions du CCC constituent une plate-forme où l'équipe municipale, les représentants locaux des ministères des Affaires sociales, de l'Agriculture, de la Santé et de l'Éducation, et les groupes de citoyens tels que les associations de femmes et les organisations non gouvernementales (ONG), se réunissent tous les trimestres et partagent des informations sur leurs plans de travail et leurs interventions respectives, les goulets d'étranglement et les progrès réalisés. Ensemble, ils coordonnent et planifient les interventions à mener par une ONG de mise en œuvre (sélectionnée par appel d'offres), qui dirige le suivi des indicateurs sectoriels liés à la nutrition et fait rapport au SP-CAN. En novembre 2016, les 40 communes du PMSAN avaient toutes mis en place leur cadre communal.

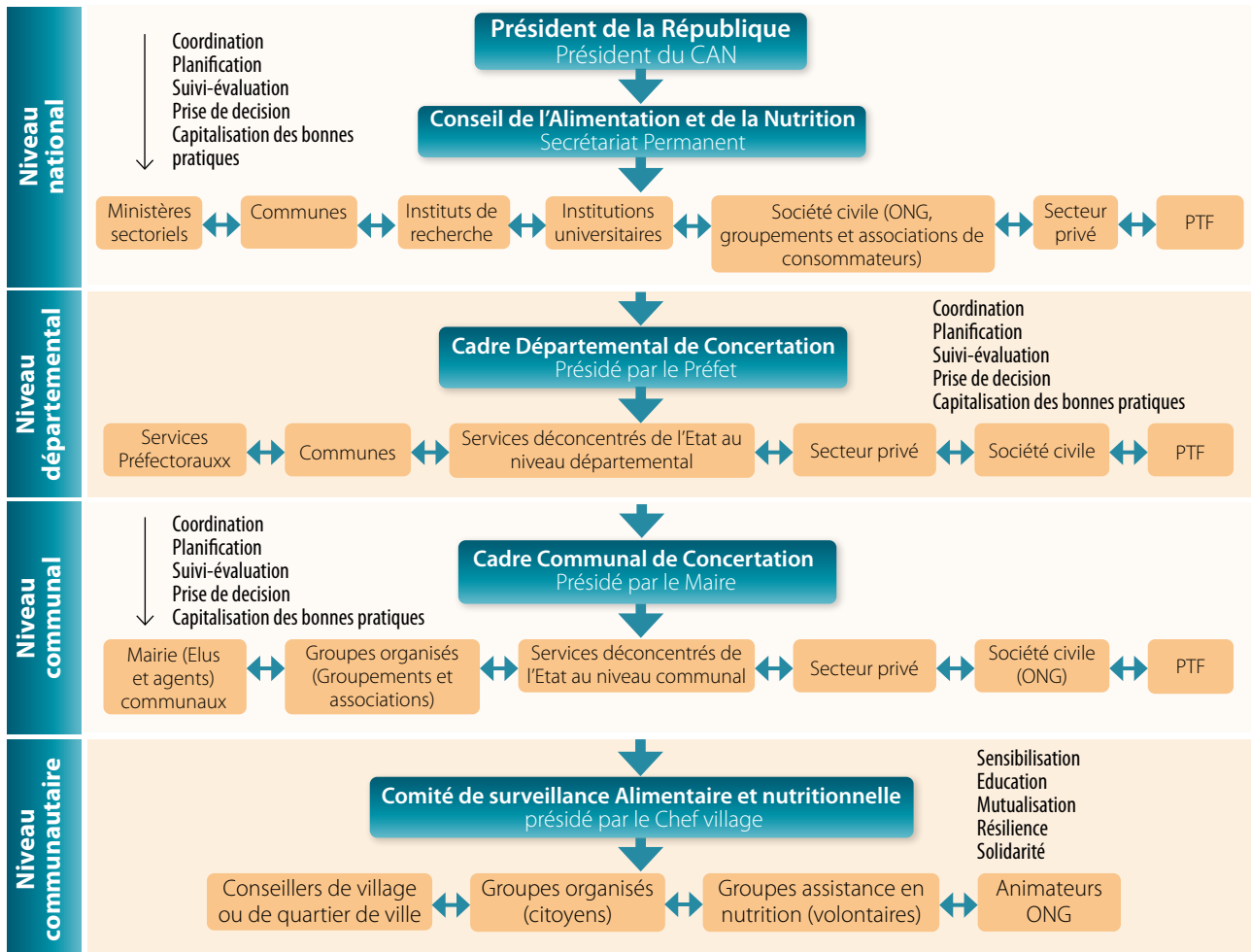
Impliquer les secteurs sensibles à la nutrition et promouvoir une approche basée sur les droits

La protection sociale est l'un des secteurs les plus décentralisés au Bénin. Les centres de promotion sociale (CPS), au nombre d'au moins un par commune, ont été créés à l'origine pour superviser la mise en œuvre des politiques et des stratégies du ministère des Affaires sociales et soutenir le développement communautaire au niveau de base, y compris les activités de promotion de la nutrition. Aujourd'hui, entre autres, grâce à la promotion des droits de l'enfant et du code de la famille, les centres organisent des sessions de mobilisation sociale sur différents sujets en mettant l'accent sur les femmes, les enfants et les groupes vulnérables. Par exemple, dans la commune d'Adja-Ouèrè, située à la frontière du Nigeria au sud-est du Bénin, le personnel du centre de protection sociale, en collaboration avec l'ONG, organise des séances hebdomadaires

¹ <https://globalnutritionreport.org/resources/nutrition-profiles/africa/western-africa/benin/#profile>

² Les départements du Bénin sont subdivisés en 77 communes, qui sont elles-mêmes divisées en arrondissements, eux-mêmes divisés en villages ou en quartiers de ville. Le nombre de villages par commune est variable.

Figure 1 Organigramme de l'architecture nutritionnelle du Bénin



de dépistage des enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère (MAS) et les oriente vers les centres de traitement municipaux et hospitaliers.

Accélérer l'impact grâce à une coordination décentralisée de la nutrition

Dans le cadre du PMSAN, des comités de surveillance alimentaire et nutritionnelle (CSAN) et des groupes d'assistance nutritionnelle (GAN) ont été mis en place, composés de bénévoles choisis par les communautés pour chaque village et pour 10 ménages respectivement, afin d'assurer le suivi des enfants souffrant de malnutrition aiguë (à la fois sévère et modérée), ainsi que de fournir un soutien par le biais d'une éducation sociale et d'une éducation au changement de comportement aux fins de prévention. En quelques années, les participants des communautés d'Adja-Ouèrè sont passés d'une réunion pour partager des mises à jour sur les interventions à un travail commun de planification, de mise en œuvre, de suivi et d'établissement de rapports.

Faire de la nutrition l'affaire de tous

La coordination locale en matière de nutrition semble être plus solide dans les communes où le maire veille à ce que la nutrition soit « l'affaire de tous ». À Adja-Ouèrè, le maire a donné l'exemple en s'adressant aux chefs d'arrondissement et aux chefs de village et de quartier urbain pour discuter de la nutrition, les impliquer dans les efforts déployés et en faire des champions de la nutrition. Grâce à ce leadership, l'appropriation du groupe

de citoyens par les participants s'est accrue au fil du temps. Bien que la responsabilité de la mise en place du PMSAN repose en théorie uniquement sur l'ONG chargée de la mise en œuvre, les membres ont commencé à rendre compte des interventions et à organiser des délégations conjointes pour visiter les familles vulnérables. Les progrès accomplis par Adja-Ouèrè, reconnus par un prix en 2014, ont créé un « effet domino » positif entre les communes du département du Plateau qui a conduit à une meilleure coordination, une meilleure couverture des activités de dépistage de la malnutrition, et un plus grand nombre d'enfants référés et traités pour la MAS (selon les parties prenantes interrogées pour l'étude de cas « Deep Dive »).

Mobiliser les maires

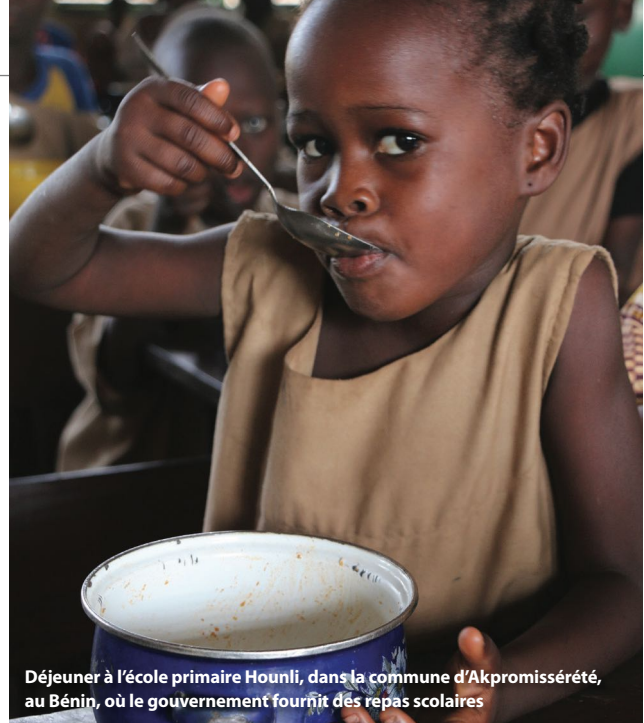
Au Bénin, les maires sont sollicités par deux canaux : l'Association nationale des communes du Bénin, membre à part entière de la plateforme multiacteurs pour la nutrition de la CAN, et le SP-CAN. Ce dernier a organisé une campagne de sensibilisation impliquant les gouverneurs de département (préfets) et a recruté six coordinateurs régionaux pour les aider à piloter et à coordonner les niveaux communal et départemental, et à rendre compte des progrès au niveau central. Cette stratégie s'est avérée gagnante, les gouverneurs s'assurant que tous les plans de développement local comprennent une ligne budgétaire pour la nutrition et que les représentants locaux des ministères incluent la nutrition dans leurs plans de travail. Un ancien maire et gouverneur du département du Couffo a même été nommé champion de la nutrition du Bénin pour sa promotion exceptionnelle de la nutrition, et le gouverneur du département du Plateau a présenté les progrès déployés pour

passer « de la vision nationale à la mise en œuvre locale » lors du rassemblement mondial SUN de 2019 au Népal.

À partir de décembre 2018, chacune des 77 communes a élaboré un cadre de résultats commun énumérant les objectifs, les interventions chiffrées, les rôles et les responsabilités, ainsi que les calendriers. Aucun plan de développement local ne peut être validé dans une commune s'il ne comprend pas une ligne budgétaire dédiée à la nutrition, étape cruciale dans la hiérarchisation des priorités de la communauté en matière de nutrition. Cela a permis aux communes de s'autofinancer; à ce jour, 25 communes de neuf départements ont conclu des accords de partenariat direct avec l'agence allemande de développement GIZ. La CAN a finalisé sa politique nationale de nutrition (2020-2030) et met actuellement la dernière main au plan stratégique multisectoriel de nutrition (le cadre commun de résultats au niveau national), qui est basé sur tous les plans municipaux – une véritable approche ascendante !

Les défis de la budgétisation de la nutrition

Le financement conjoint des plans d'action reste toutefois un défi, tout comme le maintien de la continuité et de l'élan politique en dépit des cycles politiques. À l'exception notable du secteur de l'éducation (la couverture alimentaire scolaire est passée de 31 % à 51 % en 2019) et du secteur des affaires sociales, les ministères de l'administration élue en 2016 semblent moins nombreux à donner la priorité aux interventions en matière de nutrition et à les budgétiser dans leurs programmes actuels. Cependant, un budget de fonctionnement minimum reste crucial dans un contexte où une grande partie de la mise en œuvre repose sur la motivation des travailleurs communautaires, qui travaillent souvent sur une base volontaire et au sein d'une infrastructure faible. Une approche en trois volets, consistant à plaider pour que les organismes gouvernementaux soutenant les processus de décentralisation incluent une ligne de nutrition ; à collecter des fonds auprès de partenaires extérieurs pour soutenir directement les plans de développement locaux impliquant des actions de nutrition ; et à faire participer plus activement le secteur privé au niveau local, pourrait être la voie à suivre.



Déjeuner à l'école primaire Hounli, dans la commune d'Akpromisséré, au Bénin, où le gouvernement fournit des repas scolaires

WFP/George Fominyen

Les conclusions de l'examen approfondi du pays ont montré que le renforcement de la volonté et du leadership politiques – par exemple, par une plus grande responsabilisation de la CAN par le biais de son président et une allocation substantielle des ressources publiques – peut être essentiel pour fournir aux plateformes locales les moyens nécessaires à la mise en œuvre et leur permettre de surmonter les obstacles politiques locaux. Il est également important de galvaniser l'engagement des maires pour lever les obstacles au progrès, tels que la méfiance traditionnelle à l'égard des centres de soin et des hôpitaux « modernes » et les tabous alimentaires, et pour encourager les partenariats locaux avec le secteur privé afin de mettre en place des systèmes alimentaires plus sensibles à la nutrition. Compte tenu de leur rôle important, une meilleure coordination, inclusion et représentation des organisations locales de la société civile participant à la mise en œuvre des plans d'action communaux en matière de nutrition dans la CAN peut également offrir des possibilités de convergence et d'impact plus important.



Au Bénin, les écoles recyclent les bouteilles d'huile de cuisine usagées et les utilisent comme récipients pour se laver les mains avant les repas

WFP/George Fominyen

Mobiliser des financements innovants et des ressources nationales pour la nutrition : Progrès et défis au Burkina Faso



Ella Compaoré est le point focal technique du secrétariat technique du ministère de la Santé du Burkina Faso¹, chargé d'améliorer l'alimentation et la nutrition des mères et des enfants, et le point focal national SUN.

Jean Kaboré est chercheur au Centre National de la Recherche scientifique et technologique, qui est rattaché au ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation du Burkina Faso.

Moussa Ouédraogo est nutritionniste au Secrétariat technique du ministère de la Santé, chargé d'améliorer l'alimentation et la nutrition des mères et des enfants.

Nicolas Meda est un spécialiste de la santé publique et conseiller spécial du président du Burkina Faso sur les questions de développement du capital humain.

Leonie Claudine Sorgho est l'actuelle ministre de la Santé, spécialiste en radiologie et en imagerie médicale.

Introduction

Ce n'est pas un secret : les pays du Mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) auront besoin de ressources financières supplémentaires, y compris nationales, afin d'atteindre les objectifs mondiaux de 2025 en matière de nutrition. La préparation du Sommet sur la Nutrition pour la croissance de 2020, qui se tiendra en décembre 2020 à Tokyo, est l'occasion de rester sur la bonne voie grâce à de nouveaux modèles de partenariat et à des financements innovants. Le Burkina Faso, un pays enclavé au centre de l'Afrique de l'Ouest avec une population d'environ 19 millions d'habitants, est l'un des pays qui a bénéficié de plusieurs infrastructures et mécanismes de financement pour lutter contre la malnutrition.

Encadré 1 Options de financement de la nutrition

Les pays membres de SUN auront besoin de ressources supplémentaires ainsi que d'une mobilisation des ressources nationales afin d'atteindre les objectifs de nutrition globale pour 2025. La préparation du Sommet sur la Nutrition pour la croissance, en décembre 2020 à Tokyo, est l'occasion de rester sur la bonne voie grâce à des modèles de partenariat et à des financements innovants. Le cadre d'investissement mondial pour la nutrition de la Banque mondiale (2017) estime qu'il faut 7 milliards de dollars supplémentaires par an (10 dollars par enfant et par an) pour atteindre les quatre objectifs de l'Assemblée mondiale de la santé en matière de nutrition mondiale (70 milliards de dollars sur 10 ans)⁴. Ce chiffre de la Banque mondiale ne concerne que les interventions spécifiques à la nutrition.

Les mécanismes de financement tels que le Mécanisme de Financement Mondial (GFF – Global Financing Facility), le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP - Global Agriculture and Food Security Programme) et The Power of Nutrition (PoN) catalysent les ressources nationales par le biais d'un financement de contrepartie et peuvent agir comme « défragmenteurs », en rassemblant les ressources pour investir dans les plans gouvernementaux et pour permettre de travailler sur une plate-forme unique.

Pour en savoir plus : <https://scalingupnutrition.org/share-learn/financing-mechanisms-for-nutrition/>

La prévalence nationale du retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans (EM5) est de 21 % ; elle a diminué de près de moitié au cours de la décennie précédente (contre 43 % de prévalence en 2005) et la prévalence de l'émaciation chez les EM5 est de 8,5 %². Le pays est en bonne voie d'atteindre les objectifs mondiaux en matière de retard de croissance des enfants de moins de cinq ans et d'allaitement exclusif, mais il est loin d'atteindre les autres objectifs (bien que certains progrès aient été réalisés)². Entre 2012 et 2018, la prévalence de l'allaitement maternel précoce est passée de 29 % à 59 %, celle de l'allaitement maternel exclusif de 38 % à 55 % et celle de la diversité alimentaire de 5 % à 25 % au cours de la même période³.

Créer un environnement favorable

Le Burkina Faso a renforcé son engagement à réduire davantage la malnutrition au niveau politique en incluant le droit à l'alimentation dans sa nouvelle constitution et en donnant la priorité à la nutrition dans le plan national de développement économique et social du pays. En outre, le président actuel, Roch Marc Christian Kaboré, a été reconnu comme un champion de la nutrition pour la mise en place de l'Initiative des leaders africains pour la nutrition, avec quatre engagements clairs dans sa feuille de route : i) approuver la politique nationale relative à la nutrition et le plan stratégique multisectoriel de nutrition (2020-2024), dont le coût a été estimé à environ 463 millions USD ; ii) renforcer l'ancrage institutionnel de la nutrition à la présidence du Burkina Faso ; iii) nommer un point politique de nutrition à son bureau afin de tenir le président régulièrement informé des questions et des progrès en matière de nutrition ; et iv) accroître le financement de la nutrition au niveau national.

¹ Le Secrétariat technique chargé de l'amélioration de l'alimentation et de la nutrition des mères et des enfants (STAN) a été créé par décret en 2017 au sein du ministère de la Santé afin de coordonner la mise en œuvre de la politique nutritionnelle multisectorielle par l'intermédiaire du Conseil national de concertation en nutrition.

² <https://globalnutritionreport.org/resources/nutrition-profiles/africa/western-africa/burkina-faso/#profile>

³ Rapport de l'enquête nutritionnelle selon la méthodologie SMART (2018). Ministère de la Santé.

⁴ www.worldbank.org/en/topic/nutrition/publication/an-investment-framework-for-nutrition-reaching-the-global-targets-for-stunting-anemia-breastfeeding-wasting



Une aide alimentaire est fournie aux personnes qui éprouvent des difficultés à se nourrir pendant la saison de soudure au Burkina Faso

WFP/George Fominoyen

Mobilisation des ressources intérieures

C'est le président qui a décidé, suite au plaidoyer de la société civile, de doubler les dépenses gouvernementales en matière de nutrition, de 0,5 % à 1 % du PIB entre 2016 et 2018. En 2018, un suivi du budget national pour les interventions spécifiques et sensibles à la nutrition a montré que le soutien financier à la nutrition a grimpé à environ 101 millions de dollars, dont la majorité est allouée au ministère de la Santé (il est également prévu de commencer à retracer le financement des bailleurs de fonds avec le soutien de la société civile). Les principaux programmes actuellement mis en œuvre au moyen des ressources accrues comprennent la nutrition maternelle et infantile, l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, les programmes de vaccination et le renforcement de la collecte de données sur la nutrition. Bien qu'un programme d'alimentation scolaire soit déjà en place au Burkina Faso, une initiative présidentielle a pour but d'assurer une meilleure couverture avec une approche multisectorielle (incluant différents ministères, tels que l'Agriculture, la Santé et l'Éducation).

Lorsque les gouvernements contribuent financièrement à la mise en œuvre des plans nationaux de nutrition au moyen des ressources nationales, les bailleurs de fonds et autres partenaires de développement sont plus susceptibles de prendre des engagements financiers, comme cela a été le cas au Burkina Faso. Le pays a mis en place plusieurs mécanismes et outils de financement innovants. Il s'agit notamment de 20 millions de dollars au titre du Mécanisme de financement mondial et du financement du PoN (programme opérationnel national) de 10 millions de dollars. D'autres financements proviennent de bailleurs de fonds plus traditionnels, tels que la Banque mondiale, l'Union européenne et la Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF), ainsi que du soutien technique et financier des agences des Nations unies et des organisations non gouvernementales (ONG). Hormis le soutien de la BMGF qui s'adresse principalement aux ONG, l'ensemble du soutien financier est fourni au gouvernement par l'intermédiaire du ministère de la Santé.

Les défis du financement intérieur

À ce jour, le Burkina Faso n'a pris aucun engagement financier dans le cadre de N4G. Malgré les progrès réalisés, obtenir un financement national reste difficile, notamment la création de lignes budgétaires au niveau national et sectoriel pour soutenir les activités de nutrition. En 2017, le gouvernement a accepté de créer une ligne budgétaire consacrée à l'achat d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (ATPE) pour un montant maximum de 1,8 million de dollars. Toutefois, cette ligne, qui

devrait connaître une augmentation de 909 000 USD par an, n'a pas encore été réalisée en raison de problèmes de sécurité et d'autres facteurs.

Enseignements tirés et prochaines étapes

L'engagement des parlementaires a permis de plaider en faveur d'une augmentation des allocations budgétaires de l'État pour la nutrition au Burkina Faso, et d'une exonération des droits et taxes pour les fortifiants importés utilisés dans la production locale des ATPE et d'autres produits destinés à traiter la malnutrition aiguë. Il faut toutefois poursuivre le plaidoyer auprès de la société civile, des champions de la nutrition et du secteur privé pour pouvoir mettre en place des stratégies innovantes de financement de la nutrition dans le pays, notamment en développant une réponse rapide aux besoins humanitaires causés par l'insécurité, qui a augmenté les demandes financières.

En mars 2020, le Secrétariat technique (STAN) organise un atelier national de plaidoyer avec une série de parties prenantes, y compris des parlementaires, pour rendre ces engagements opérationnels, en particulier le financement d'interventions spécifiques au sein du plan stratégique multisectoriel pour la nutrition (2020-2024). Afin d'atteindre les objectifs du programme de nutrition, le pays, par l'intermédiaire du président, devrait s'engager à allouer des ressources à la nutrition en prévoyant des lignes budgétaires pour l'achat d'intrants nutritionnels et à augmenter les ressources destinées aux interventions spécifiques et sensibles à la nutrition.



Le président du Burkina Faso, Rock Marc Christian Kabore, reçoit son prix de champion de l'Initiative des leaders africains pour la nutrition

African Development Bank

Les entreprises et la société civile coopèrent au profit de la nutrition : Réseaux du Mouvement SUN en Zambie



Entretien avec **Mathews Mhuru**, coordinateur national de l'Alliance SUN des organisations de la société civile (OSC) de Zambie, et avec **Mukela Mufalali**, coordinateur du réseau d'entreprises SUN (SUN Business Network – SBN) de Zambie, sur la coopération entre leurs réseaux. L'OSC SUN a été créée en 2012 et compte actuellement 42 membres. Le SBN a été lancé en 2014 et le nombre de membres est passé à 91 entreprises, dont plus de 30 entreprises locales impliquées dans la production, la transformation et la distribution de denrées alimentaires.

1. Qu'est-ce qui a incité vos réseaux du Mouvement SUN à commencer à travailler ensemble ?

Mathews Mhuru : Ce n'était pas un problème spécifique, mais plutôt le fruit de la volonté du réseau SUN de parler d'une même voix au niveau national. Cela peut s'avérer très utile lorsqu'il existe des objectifs communs, par exemple travailler avec le secteur privé sur la conformité au Code [international de l'OMS] sur la commercialisation des substituts du lait maternel et faire pression pour créer un environnement permettant de produire des aliments plus nutritifs et de cesser de produire des aliments malsains qui sont faussement commercialisés comme étant nutritifs. Travailler avec le SBN dans le même espace contribue à bâtir une relation avec le secteur privé – nous ne voulons pas faire comme les organisations qui parlent toujours en mal du secteur des affaires.

2. Qu'essayez-vous de réaliser en adoptant cette approche coopérative ?

Mathews Mhuru : Travailler ensemble signifie adopter une approche plus structurée lorsque nous contribuons à la même stratégie ; par exemple, avec la campagne pour une alimentation saine développée par le SBN en collaboration avec le gouvernement et la société civile. De notre côté, nous travaillons avec les consommateurs pour créer une demande d'aliments divers et nutritifs. Nous nous concentrons sur les messages de changement de comportement intégrés dans la campagne elle-même. Il ne s'agit donc pas seulement d'examiner les aliments transformés, mais de parler de l'accès à une alimentation plus diversifiée pour remettre en question le système alimentaire actuel de la Zambie, dominé par le maïs. La campagne pour une alimentation saine est également soutenue par les nouvelles lignes directrices en matière d'alimentation – les deux réseaux ont contribué à leur élaboration, notamment en faisant pression pour que les fruits et légumes disponibles localement soient inclus.

Mukela Mufalali : Le secteur privé est un acteur important dans le domaine de l'alimentation : en opérant au niveau interentreprises, le SBN vise à aider le secteur privé à améliorer la nutrition des consommateurs zambiens. Nous nous efforçons de sensibiliser les entreprises à la nutrition et de faciliter une plateforme de dialogue rassemblant le gouvernement, les agences des Nations Unies, les ONG et, bien sûr, la société civile. Les entreprises alimentaires peuvent également jouer un rôle dans la lutte contre le double fardeau de la malnutrition, d'où la nécessité de les impliquer pleinement dans les efforts visant à réduire la consommation de sucre, de sel et de graisses trans et à promouvoir des régimes alimentaires sains et abordables. C'est pourquoi le SBN travaille sur le logo « Zambia Good Food » (bonne nourriture de Zambie) (développé parallèlement à la campagne « Healthy Diets » – régimes sains) ; les produits devront être testés pour répondre aux critères du logo.

3. Avez-vous identifié des synergies évidentes en travaillant ensemble sur la nutrition ?

Les deux : Les deux réseaux ont travaillé d'arrache-pied pour identifier les synergies et les possibilités de collaboration, ce qui a finalement favorisé la convergence des réseaux. La force de plaidoyer de l'OSC-SUN, ainsi que les liens d'affaires créés par le SBN, aident à naviguer à travers les processus bureaucratiques et à les accélérer. Lorsque le gouvernement traînait les pieds pour mettre en œuvre le logo « Zambia Good Food », l'OSC-SUN a pu soutenir le SBN et faire pression pour que le projet se concrétise.

La collaboration sur le projet de loi sur la sécurité alimentaire est un autre exemple : l'OSC-SUN a établi des relations solides avec les parlementaires et a été en mesure d'amener le SBN à la table des négociations pour partager les recommandations du réseau commun sur le projet de loi. Étant donné que la plupart des questions liées à la sécurité alimentaire touchent le secteur privé, l'OSC-SUN a invité le SBN à s'assurer que les préoccupations de ses membres étaient prises en compte dans la proposition. Ce type de réseau permet de faire pression plus facilement sur les politiques.

4. Quels processus avez-vous adoptés pour vous réunir et concrétiser les occasions communes ?

Les deux : Tout commence par la gouvernance – nous faisons partie des structures de gouvernance du réseau l'un de l'autre pour mieux soutenir et renforcer la collaboration. Par exemple, l'OSC-SUN fait partie du groupe consultatif du SBN et le SBN est membre du conseil d'administration de l'OSC-SUN ; cela permet de s'assurer que la direction stratégique des réseaux obtient l'aval des autres organisations. Nous tenons des réunions officielles deux fois par an, en plus de collaborer de manière plus informelle à un certain nombre de campagnes, et nous tirons chacun profit de la force de l'autre.

5. Outre le logo « Zambia Good Food », pourriez-vous donner quelques exemples de réussite en matière de collaboration ?

Les deux : Les deux réseaux se sont concentrés sur la protection des consommateurs et ont mené des recherches conjointes pour mieux cerner la sensibilité des consommateurs urbains et la demande en matière de nutrition, y compris les facteurs liés aux décisions des consommateurs en matière d'alimentation. Ces recherches ont permis d'élaborer des programmes, notamment des messages visant à promouvoir le logo « Zambia Good Food » associé à la campagne « Healthy Diets ». Le SBN cible différents acteurs des chaînes de valeur alimentaires et des marchés plus informels comme points clés pour la diffusion de messages et la promotion de produits nutritifs, tandis que le l'OSC-SUN travaille avec les communautés locales et les marchés locaux sur

des messages de changement de comportement social visant à accroître la sensibilisation à la nutrition.

6. La société civile et les réseaux d'entreprises doivent-ils s'entraider davantage ? Si oui, comment rendre cette entraide aussi efficace que possible ?

Mathews Mhuru : Les deux réseaux partagent un objectif commun : lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes, et il reste beaucoup à faire pour atteindre cet objectif. Par exemple, l'OSC-SUN a un rôle à jouer pour s'assurer que le secteur privé respecte le code sur la commercialisation des substituts du lait maternel et des aliments de suite. Le ministère de la Santé ne prend actuellement pas de mesures sérieuses contre les contrevenants au code, mais c'est un point sur lequel l'OSC a l'intention de faire pression. Jusqu'à présent, les réseaux n'ont pas travaillé ensemble sur cette question, ce qui est décevant, mais cela fait partie de notre plan de travail pour 2020. Nous voulons également que cela motive les entreprises du secteur privé à rejoindre le SBN pour améliorer la nutrition en Zambie, mais il n'y a actuellement pas d'efforts déployés parmi les membres pour limiter les produits malsains ou pour reformuler les produits afin qu'ils contiennent moins de gras, de sucre et de sel. Les membres proposent généralement un ou deux aliments sains, mais leur objectif devrait être de commencer à produire des aliments plus nutritifs.

Mukela Mufalali : L'un des principaux objectifs du SBN est de créer un environnement favorable à l'amélioration de la nutrition par le secteur privé. Une partie des activités que nous menons avec l'OSC-SUN consiste à renforcer les politiques, par exemple les réglementations sur la fortification des aliments. Nous soutenons également toute information ou outil susceptible d'améliorer la transparence de ces processus. L'apprentissage est un élément important de notre coopération : fournir des conseils et tirer parti de nos connaissances sur les meilleures pratiques en place dans d'autres pays.

7. Avez-vous rencontré des difficultés particulières dans le cadre de votre collaboration ? Si oui, lesquelles ?

Mathews Mhuru : Un défi majeur est la diminution du financement alloué à la nutrition depuis la fin du Fonds commun de SUN, ce qui limite notre travail stratégique avec le SBN et l'engagement des entreprises envers les consommateurs. Un autre défi de moindre importance réside dans le fait que nous ne pouvons pas toujours publier des déclarations communes en raison des restrictions dues à l'hébergement du SBN au sein du système des Nations Unies. C'est dommage, car le gouvernement zambien est très sensible à la couverture médiatique, et le plaidoyer est un outil clé pour l'OSC-SN. Pour donner un exemple récent, une réunion s'est tenue entre le SBN et le gouvernement, où le secteur privé a demandé une réduction des taxes sur les fortifiants importés

et une augmentation de l'achat de produits auprès d'entreprises locales, y compris des aliments complémentaires. L'OSC-SUN a publié une déclaration, mais un message envoyé depuis nos réseaux communs aurait eu plus de force.

Mukela Mufalali : Non pas que nous ne sommes pas confrontés à des défis, mais l'important est de fournir des informations nutritionnelles cohérentes provenant des deux réseaux, car nous visons le même public : consommateurs, transformateurs de produits alimentaires, etc.

8. Avez-vous élaboré une politique en matière de conflits d'intérêts (CI) pour guider cette relation ?

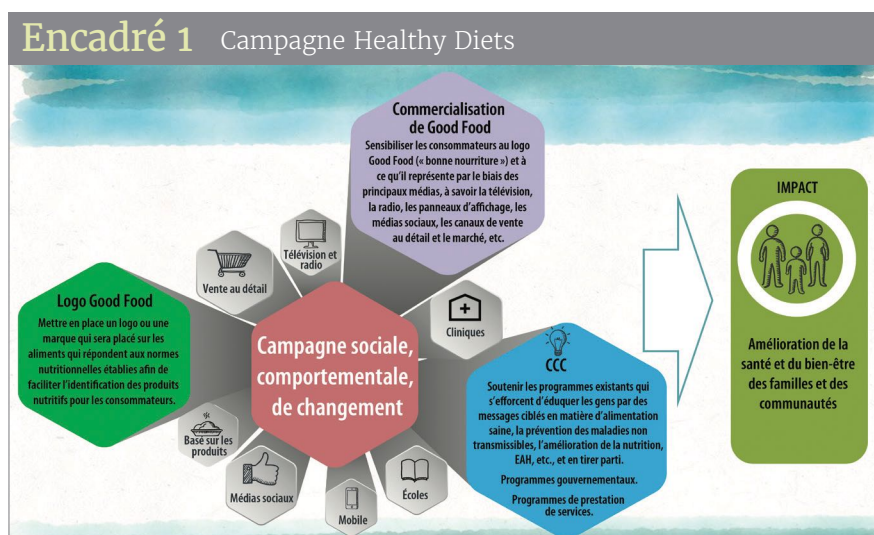
Mathews Mhuru : Les deux réseaux sont guidés par la politique de conflit d'intérêts de la société civile mondiale du Mouvement SUN, mais nous devons encore nous réunir et adapter cette politique au contexte zambien. Nous devons élaborer une politique de CI commune, notamment pour aider le SBN à identifier les personnes du secteur privé avec lesquelles il devrait travailler et rappeler aux membres ce qu'il faut faire et ce qu'il ne faut pas faire.

9. Si vous avez donné des conseils à un autre pays du Mouvement SUN, quelles leçons avez-vous tirées de votre collaboration ?

Les deux : Les principes du travail en équipe s'appliquent à la collaboration en réseau, car on obtient généralement de meilleurs résultats lorsqu'on est en mode collaboration. Cette synergie peut également se manifester par une réduction des coûts, une plus grande souplesse d'adaptation aux changements et des capacités accrues. La collaboration au sein de réseaux et d'organisations peut également offrir diverses perspectives de résolution de problèmes et d'innovation. Nous avons pu renforcer nos réseaux mutuels, notamment par un transfert de connaissances. Par ailleurs, notre collaboration a débouché sur diverses interrogations et solutions, où le manque d'une partie est comblé par l'autre.

10. Quelles sont vos ambitions pour une future collaboration ? Quels sont vos objectifs, et comment voulez-vous les atteindre ?

Les deux : Notre objectif est d'amener un renforcement des politiques et des réglementations afin qu'elles aient un impact sur la nutrition et de contribuer à ce qu'elles soient mises en œuvre par toutes les parties prenantes. Nous travaillons ensemble au lancement du logo « Zambia Good Food » et à la mise en œuvre de la campagne « Healthy Diets », et nous cherchons à impliquer davantage de parties prenantes – gouvernement, partenaires des Nations Unies et communauté des bailleurs de fonds et, surtout, nous voulons susciter l'engagement du secteur privé et des consommateurs.



Répondre aux besoins sanitaires et nutritionnels des adolescents et des jeunes en Éthiopie



Meseret Zelalem est pédiatre et directrice de la direction de la santé maternelle et infantile du ministère de la Santé. Elle compte également à son actif dix ans d'expérience dans la supervision et l'encadrement des résidents et des services communautaires engagés dans la santé des élèves d'âge scolaire et les programmes de sensibilisation.

Sisay Sinamo est médecin et travaille au sein de l'unité fédérale de mise en œuvre des programmes de la Déclaration de Seqota (DS) au ministère de la Santé, où il dirige la phase d'innovation de la DS. Il a plus de 18 ans d'expérience dans le domaine de la santé publique internationale et de la nutrition.

Yetayesh Maru est un spécialiste de la nutrition en santé publique actuellement au service de l'UNICEF en Éthiopie. Il compte plus de 16 ans d'expérience dans les programmes, la recherche et l'évaluation dans les domaines du développement et de la nutrition d'urgence.

Introduction

L'Éthiopie compte un grand nombre d'adolescents (15-19 ans) et de jeunes (20-24 ans), qui représentent ensemble près de 22 % de la population¹. Cette population jeune constitue une puissante ressource intellectuelle et économique pour le pays et ses besoins ont des implications sur l'agenda social, économique et politique de l'Éthiopie, car elle impose des exigences en matière de services de santé, d'éducation, d'eau et d'assainissement, de logement et d'emploi.

Encadré 1 Actions prioritaires du Plan stratégique national pour la santé des adolescents et des jeunes et objectifs de performance pour la nutrition

Mesures prioritaires

- Promouvoir la consommation d'une alimentation équilibrée en mettant l'accent sur les aliments nutritifs et riches en fer disponibles localement
- Promouvoir des habitudes alimentaires saines, l'hygiène personnelle et l'assainissement des aliments
- Transmettre des connaissances sur les effets intergénérationnels de la sous-nutrition par l'éducation sur la santé
- Fournir des conseils en mettant l'accent sur les besoins nutritionnels des adolescentes et des jeunes femmes enceintes et allaitantes
- Assurer des mesures de l'IMC et le dépistage de l'anémie chez les adolescentes dans les écoles, les communautés et les établissements de santé
- Fournir une supplémentation hebdomadaire en fer et en acide folique aux adolescentes lorsque la prévalence de l'anémie est de 20 % et plus
- Fournir des conseils et une évaluation nutritionnelle à tous les adolescents et jeunes qui ont accès aux services de santé
- Fournir une alimentation complémentaire pour prévenir et traiter la sous-nutrition
- Renforcer l'orientation et la gestion des cas de faible IMC et d'anémie grave, conformément aux protocoles
- Procéder au déparasitage dans les écoles et les communautés
- Mobiliser des ressources et collaborer avec des partenaires afin de trouver des options d'alimentation scolaire pour les adolescents et les jeunes extrêmement pauvres.

Objectifs de performance

- Réduire la prévalence de l'anémie ferriprive à <5 % chez les adolescentes
- Déparasiter 100 % des adolescents scolarisés et 60 % des adolescents non scolarisés
- Fournir à 90 % des adolescentes des comprimés hebdomadaires de fer et d'acide folique dans les régions où la prévalence de l'anémie est supérieure ou égale à 20 %
- Permettre à 40 % des adolescents et des jeunes d'avoir accès à des services de santé et à des conseils en cas de problèmes nutritionnels.

Source: National Adolescent and Youth Health Strategy (2016-2020) <http://corhaethiopia.org/wp-content/uploads/2016/08/NATIONAL-ADOLESCENT-AND-YOUTH-health-strategy-.pdf>

Le gouvernement éthiopien a mis en place une série de programmes et de stratégies visant à améliorer la santé et la nutrition des adolescents et des jeunes. Il s'agit notamment du programme national de nutrition (2016-2020), de la stratégie de santé et de nutrition à l'école (2014), du programme de santé et de nutrition à l'école (2017), de la Déclaration de Seqota (2015-2030) et de la stratégie nationale de santé des adolescents et des jeunes (2016-2020)².

Questions relatives à la santé et à la nutrition des adolescents

La période de l'adolescence et de la jeunesse est caractérisée par une croissance physique intense et des besoins nutritionnels élevés ; au cours de cette période, les adolescents prennent jusqu'à 50 % de leur poids et de leur masse squelettique à l'âge adulte et jusqu'à 20 % de leur taille adulte, tandis que les adolescentes doivent remplacer la perte de fer entraînée par les menstruations³. L'adolescence est également considérée comme une « deuxième fenêtre d'opportunité » pour rompre le cycle intergénérationnel de la malnutrition, par exemple en améliorant la nutrition des adolescentes et en retardant les grossesses.

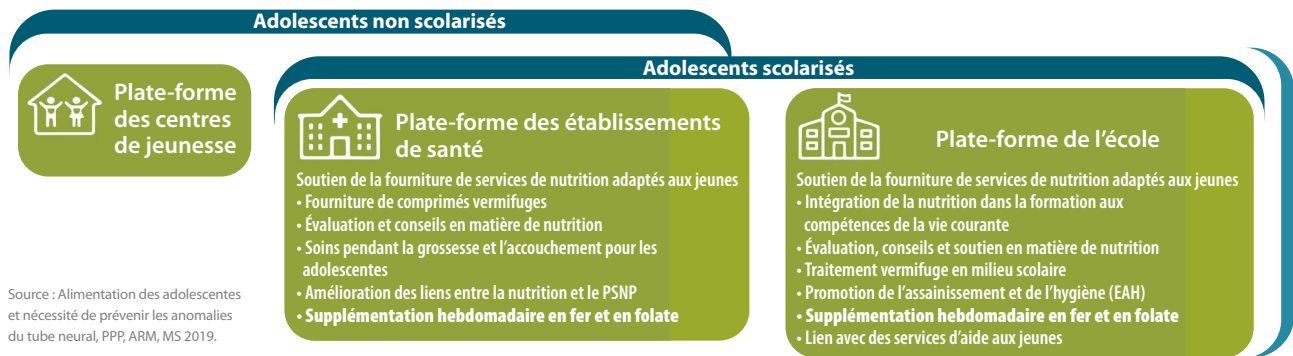
Un examen de la situation actuelle des adolescentes et des jeunes femmes en Éthiopie réalisé en 2019 peint un tableau très inquiétant. Il révèle que 13 % de la population des jeunes femmes âgées de 15 à 19 ans a commencé à avoir des enfants, 3 % d'entre elles ont donné naissance à l'âge de 15 ans et 21 % à l'âge de 18 ans⁴. Le pourcentage d'adolescentes décédées des suites d'une grossesse pendant la grossesse, l'accouchement et les deux mois suivants était de 17 % en 2016², et la majorité des jeunes femmes qui se sont mariées dans l'enfance ont donné naissance avant d'avoir terminé leur adolescence. Ces jeunes femmes avaient moins de chances de recevoir des soins qualifiés pendant la grossesse et l'accouchement, et on estime que cela contribue à un cinquième des décès d'adolescentes et à une augmentation de 50 % de la mortalité néonatale. Les adolescentes sont également plus susceptibles de donner naissance à des bébés prématurés et au poids insuffisant, qui sont plus vulnérables à la mort néonatale, à la malnutrition et aux infections.

¹ www.worldometers.info/world-population/ethiopia-population/

² corhaethiopia.org/wp-content/uploads/2016/08/NATIONAL-ADOLESCENT-AND-YOUTH-health-strategy-.pdf

³ Organisation mondiale de la santé, 2005. Nutrition in adolescence issues and challenges for the health (La nutrition à l'adolescence : questions et défis pour la santé).

⁴ Ethiopian Public Health Institute (EPHI) [Éthiopie] et ICF. 2019. *Ethiopia Mini Demographic and Health Survey 2019: Key Indicators (Mini enquête démographique et de santé en Éthiopie 2019 : indicateurs clés)* Rockville, Maryland, États-Unis : EPHI et ICF. dhsprogram.com/pubs/pdf/PR120/PR120.pdf

Figure 1 Plates-formes de prestation de services de nutrition pour les adolescents

En outre, 29 % des adolescents souffrent de sous-alimentation chronique, 3 % sont en surcharge pondérale ou obèses et environ 20 % des filles sont anémiques⁵, tandis que 28 % des filles consomment moins de trois repas par jour⁶. Aujourd'hui, au moins 51 % des jeunes de 14-19 ans souffrent des effets d'un retard de croissance pendant l'enfance. En outre, les anomalies du tube neural chez les nouveau-nés deviennent de plus en plus problématiques en raison de facteurs nutritionnels, maternels et environnementaux.

Les garçons adolescents sont également sous-alimentés : on estime que 59 % d'entre eux ont un faible indice de masse corporelle (IMC < 18,5) et 18 % sont anémiques⁵. L'Éthiopie porte l'un des fardeaux les plus lourds au monde de maladies tropicales négligées, avec plus de 10 millions d'enfants exposés à la schistosomiase et 18 millions d'enfants exposés aux helminthes (vers parasites) transmis par le sol. Les vers intestinaux sont endémiques dans 741 des 833 districts du pays. Ces helminthes ont un effet nocif sur la santé des jeunes et des adolescents, provoquant la malnutrition, l'anémie et des troubles du développement mental et physique.

En Éthiopie, les raisons pour lesquelles les adolescents quittent l'école diffèrent selon le sexe et le lieu de résidence (rural/urbain). La principale raison invoquée par les filles est le mariage précoce (29 % pour les zones urbaines et 40 % pour les zones rurales)⁷. Garantir une bonne santé et une bonne nutrition aux enfants d'âge scolaire peut favoriser leur assiduité et leurs résultats scolaires.

Facteurs affectant la santé et la nutrition des adolescents

Les principaux facteurs ayant une incidence négative sur l'état nutritionnel des adolescents et des adolescentes sont liés à l'environnement extérieur, comme le manque d'accès aux services de santé et de nutrition de base pour les adolescents, le manque d'accès à la nourriture en général, et l'augmentation progressive de l'accès et du recours aux points de restauration rapide (tels que les cantines scolaires, les magasins d'alimentation et les marchands). Des facteurs individuels, tels que les circonstances psychologiques et biologiques, déterminent certains comportements ; des facteurs familiaux tels que les préférences alimentaires des parents et l'environnement social (notamment la pression des pairs et les perceptions de la communauté) jouent également un rôle important.

Stratégie éthiopienne en matière de santé et de nutrition des adolescents et des jeunes

Le Plan stratégique national pour la santé des adolescents et des jeunes (2016-2020) définit les besoins et les enjeux prioritaires en matière de santé et de nutrition auxquels sont confrontés les adolescents et les jeunes en Éthiopie. La stratégie aborde l'activité physique ainsi que la santé reproductive, le VIH, la consommation de substances nocives, la santé mentale, les maladies chroniques liées à la nutrition, les blessures, la violence sexiste et les pratiques traditionnelles néfastes. Les activités sont axées sur l'amélioration de la diversité alimentaire et sur l'offre de conseils et de tests de

dépistage en matière de nutrition (par l'intermédiaire des clubs de santé et de nutrition scolaires et des établissements de santé adaptés aux jeunes), la prévention et le traitement de l'anémie (supplémentation hebdomadaire en fer et en acide folique), la gestion de l'hygiène menstruelle, le déparasitage et l'augmentation de l'activité physique (terrains de jeux scolaires adaptés aux jeunes avec des installations de tennis, de volley-ball et de football).

Plates-formes de prestation

Environ 90 % des adolescents éthiopiens sont scolarisés et ces établissements sont les principales plates-formes permettant de fournir des services de santé et de nutrition adaptés aux adolescents (voir figure 1). Des efforts sont également en cours pour rendre les établissements de santé « conviviaux pour les jeunes » afin d'y mener des interventions en dehors de l'école, et plus de 2 000 centres de jeunesse sont construits par le gouvernement. Dans certaines régions, des travailleurs spécialement formés à l'éducation sanitaire fournissent des services dans les écoles et les centres de jeunesse.

- **Les plates-formes pour adolescents non scolarisés** comprennent les centres de jeunesse et les établissements de santé. Les centres de jeunesse sont utilisés pour le développement des compétences, tandis que les établissements de santé fournissent des services de nutrition adaptés aux jeunes (voir figure 1).
- **Les plates-formes pour adolescents en milieu scolaire** soutiennent la fourniture de services de nutrition adaptés aux jeunes (voir figure 1).

Défis et leçons apprises

La mise en œuvre du Plan stratégique national pour la santé des adolescents et des jeunes ne s'est pas déroulée sans difficulté. Mentionnons notamment : l'absence d'un mécanisme de coordination spécifique entre les secteurs et les partenaires de mise en œuvre ; le taux de rotation élevé du personnel formé ; la faible participation des parties prenantes ; l'allocation inadéquate des ressources financières, humaines et logistiques ; le manque de données ventilées par âge et par sexe ; les barrières socioculturelles liées à la santé et à la nutrition des adolescents et des jeunes ; le manque d'intégration au sein du programme d'enseignement ; et la participation insuffisante des jeunes. À cet égard, le gouvernement a également élaboré des stratégies d'atténuation pour réduire l'impact de ces difficultés, telles que la mise sur pied d'un groupe de travail technique et la création de structures dans les ministères sectoriels d'exécution pour superviser le Plan stratégique ; la sensibilisation du public ; le mentorat pour amener les jeunes à poursuivre leur scolarité et la formation aux moyens de subsistance pour les jeunes non scolarisés ; et la mobilisation des jeunes pour qu'ils jouent un rôle actif dans la gestion de leurs problèmes de santé et de nutrition.

⁵ EDHS (2016) report <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR328/FR328.pdf>

⁶ Enquête sur les connaissances, les attitudes et les pratiques des adolescentes scolarisées en matière de nutrition dans les régions de Somali, Gambella, SNNP et Oromia, Éthiopie. UNICEF (2016)

⁷ Enquête sur les jeunes adultes en Éthiopie (2009)

Décentraliser la prise de décision basée sur les données au Kenya : Occasions et défis



Edgar Okoth est le coordinateur de l'Alliance de la société civile pour le Mouvement SUN au Kenya, hébergée par Nutrition International, et un spécialiste de la nutrition et de la santé publique. Il soutient les gouvernements infranationaux en les aidant à renforcer les systèmes de santé et à tirer profit des données pour la prise de décision.

Murage Samuel Mahinda est le responsable des dossiers de santé et de la gestion de l'information au sein de la division de la nutrition du ministère de la Santé du Kenya. Il compte plus de 20 ans d'expérience à son actif dans la gestion de l'information dans le domaine de la santé, du niveau des établissements au niveau national en matière de suivi et d'évaluation.

Introduction

Depuis que le Kenya a délégué son autorité à ses 47 comtés en 2013, le pays a connu une sorte de révolution des données nutritionnelles en développant ses systèmes d'information. La relation entre l'amélioration de l'information d'une part, et la demande et l'utilisation des données d'autre part, est de plus en plus évidente, et on observe un intérêt croissant pour des données plus nombreuses et de meilleure qualité pour aider à la prise de décision au niveau des comtés. Le gouvernement national est chargé de formuler des politiques, de définir des normes et de fournir une assistance technique aux comtés, ainsi que des systèmes nationaux d'orientation et d'information sur la santé, mais les comtés sont chargés de créer la demande et de fournir les services. Cette responsabilité exige des données de qualité pour éclairer la prise de décisions en vue de bâtir des systèmes de santé et de nutrition efficaces et durables.

Possibilités offertes par un système de santé décentralisé

La dévolution a permis aux comtés de générer des données pour suivre de près les principaux indicateurs de santé et de nutrition et d'éclairer les plans de développement intégré au niveau des comtés, schéma directeur de leur développement.

Le gouvernement décentralisé offre également la possibilité d'améliorer la gouvernance non seulement au niveau sectoriel, mais aussi au niveau des communautés locales. C'est à ce niveau que des mécanismes de participation des citoyens, tels que des réunions organisées de chefs, le dialogue communautaire et des journées de mobilisation, sont déjà en place pour faciliter et renforcer la responsabilité commune en matière de santé et de nutrition. Des systèmes tels que le suivi de l'approvisionnement des utilisateurs finaux des programmes de nutrition implique de rendre compte de la disponibilité des produits nutritionnels et de la qualité des soins fournis. Les données fournies par les comtés concernant leur charge de morbidité permettent également à la Kenya Medical Supplies Authority (autorité kenyane des fournitures médicales) d'utiliser ces informations pour hiérarchiser les achats de médicaments pour un comté donné, en fonction des besoins réels et de sa capacité à utiliser ces approvisionnements¹.

Renforcer la capacité de collecte de données au niveau des comtés

L'objectif principal de l'utilisation de données décentralisées est d'améliorer la responsabilisation technique et sociale² des interventions en matière de santé et de nutrition en se concentrant sur le renforcement des capacités des comtés en matière de génération, de validation, d'analyse, de diffusion

et d'utilisation des informations. Pour ce faire, cinq approches différentes sont utilisées : l'amélioration des systèmes de déclaration des établissements, la mise à l'échelle de la déclaration des naissances, des décès et des causes de décès, la mise à l'échelle du suivi des maladies et des interventions, la réalisation d'enquêtes de routine, telles que les enquêtes nutritionnelles SMART, et le renforcement des capacités de recherche en matière de santé.

Des systèmes de soutien ont été mis en place pour établir une architecture de données commune, connue sous le nom de « Kenya Health Information Systems » (systèmes d'information sur la santé du Kenya), dont les composantes sont le système de santé communautaire et le système d'information sur les produits de santé. Des groupes de travail techniques sur l'information nutritionnelle et des forums sur les données cliniques ont également été créés et améliorés au niveau national et au niveau des comtés, où les données et les statistiques sont validées et partagées. Pour améliorer les performances, des processus de suivi et d'examen sont exécutés tous les trimestres au niveau des comtés, et tous les mois au niveau des établissements de santé et des communautés. Ces processus impliquent généralement une supervision doublée de soutien, des contrôles des données et des audits trimestriels des données et de la qualité. Au niveau communautaire, des journées de dialogue communautaire et de promotion de routine donnent aux citoyens la possibilité de questionner les données. La radio communautaire est également utilisée pour diffuser les résultats et accroître l'engagement de la communauté dans le cadre d'une stratégie de santé communautaire.

Accroître la demande et l'utilisation des données

La décentralisation de la prise de décision au niveau des comtés offre une occasion unique de faire pression pour que la demande de données et l'utilisation de celles-ci soient plus proches des points de prestation de services. Avec le soutien technique et financier de divers partenaires de développement, les 47 comtés ont tous suivi un processus en trois étapes pour contribuer à améliorer la qualité et l'appropriation des données. Les données proviennent de la communauté (via les informations sur la santé et la nutrition collectées par les bénévoles de santé communautaire au niveau des ménages) et des établissements de santé et sont introduites dans le système d'information sur

¹ Auparavant, les comtés pouvaient être approvisionnés en médicaments pour des maladies et des affections qui n'étaient pas signalées dans leur région (par exemple, les médicaments pour le traitement du paludisme dans les zones non endémiques qui pourraient expirer), au détriment d'autres zones ayant des besoins plus importants.

² La responsabilité sociale est déterminée par la perspective du citoyen/utilisateur/société afin de garantir le maintien de la qualité du service.

la santé, où elles sont agrégées et analysées. Les données sont ensuite retransmises au niveau du comté, de l'établissement de santé et de la communauté aux fins de prise de mesures.

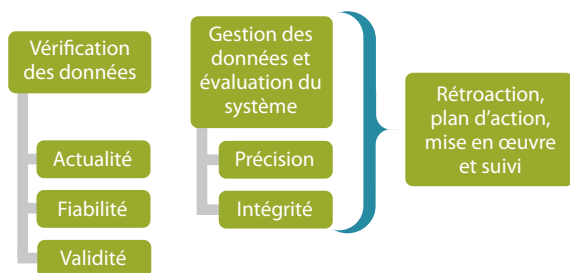
Appropriation par la communauté

L'utilisation des données pour prendre des décisions concernant le programme et l'implication des dirigeants du comté et de la communauté devraient permettre à cette dernière d'être mieux informée et plus impliquée dans la mise en œuvre de diverses activités, ce qui devrait conduire à une plus grande durabilité. Par exemple, les données de surveillance sont utilisées pour cartographier les « points chauds » de l'émaciation dans la communauté, ce qui permet de mettre en œuvre une approche intégrée comprenant un dépistage de masse supplémentaire des enfants vulnérables, l'extension du programme d'intégration de la prise en charge de la malnutrition aiguë (IPMA) au Kenya et le prépositionnement de produits nutritionnels pour la prise en charge des enfants souffrant d'émaciation. L'analyse des données de couverture de l'IPMA est également utilisée pour essayer de retrouver les cas d'abandon, ainsi que dans la mise en œuvre du modèle d'IPMA en cas de flambée des cas, afin d'augmenter les services lorsque les niveaux d'émaciation dépassent un seuil particulier dans les comtés particulièrement vulnérables, comme ceux des zones arides et semi-arides du Kenya qui sont sujets à la sécheresse.

Utiliser les données pour élaborer des plans chiffrés

Plusieurs partenaires de mise en œuvre ont contribué à renforcer les capacités des agents des comtés grâce à des programmes de formation, à la création de groupes de travail techniques sur la nutrition au niveau des comtés et des sous-comtés et à la mise en œuvre d'examens mensuels des données et de vérifications trimestrielles des données (dans les 47 comtés). Grâce au soutien de l'Alliance de la société civile pour le Mouvement SUN par l'intermédiaire du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), de Nutrition International et du

Figure 1 Initiatives visant à améliorer la qualité des données



1. Vérification des données

Au point de production des données, le comté organise des réunions mensuelles d'examen des données à l'établissement de santé pour discuter des problèmes de déclaration (rapidité des transmissions de données, fiabilité et validité des données) et des solutions possibles. Des audits trimestriels des données sont effectués pour s'assurer que les données saisies dans les registres des établissements de santé sont complètes et de haute qualité.

2. Gestion des données et évaluation du système

Les responsables de l'information sur les dossiers de santé analysent les systèmes d'information sur la santé pour garantir la qualité des données au niveau national et au niveau des comtés.

3. Rétroaction, plan d'action, mise en œuvre et suivi

Une fois les données analysées et converties en un format utilisable, des forums de partage d'informations sont mis en place au niveau national et au niveau des comtés pour discuter de questions techniques. Des séances de rétroaction sont organisées au niveau de la communauté pour le bénévoles de la santé communautaire par une personne-ressource.



Bénévole en santé communautaire donnant un exposé sur la santé lors d'une journée de dialogue communautaire

projet d'assistance technique à la nutrition (ATN), dix comtés ont jusqu'à présent élaboré des plans d'action chiffrés en matière de nutrition, en s'appuyant sur diverses sources de données (par exemple, audits de données de routine, réunions mensuelles des établissements de santé, dialogue communautaire et journées de promotion). Ces plans donnent la priorité aux services et aux activités et visent à assurer la mise en œuvre à grande échelle des principales interventions.

Relever les défis

Les comtés sont à des stades différents de la construction de leurs propres systèmes de données. La transmission de données en temps réel reste un défi, notamment aux niveaux de soins inférieurs (communauté, dispensaire et centres de santé), où l'électricité et la connectivité internet intermittentes rendent difficile la mise en place des infrastructures nécessaires. L'expertise et les capacités sont actuellement insuffisantes pour prendre des décisions entièrement fondées sur les données, avec un seul responsable des dossiers médicaux et de l'information en poste au niveau du comté. La collecte de données et d'informations sur la nutrition provenant de divers secteurs est également un défi, notamment en raison de la prolifération actuelle des systèmes de collecte de données et des systèmes parallèles (provenant des utilisateurs et des bailleurs de fonds, englobant les intérêts politiques aussi bien que commerciaux). Parmi les autres obstacles, on peut citer : la mauvaise qualité des données et l'absence de priorités dans leur utilisation ; les faibles niveaux de production de rapports et le manque d'outils de saisie des données dans les établissements de santé de certains comtés ; et la capacité insuffisante à traiter les données et à utiliser les informations.

Plans pour les prochaines étapes

Les 37 autres gouvernements de comtés s'efforcent de peaufiner le chiffrage du coût de leurs plans d'action pour la nutrition d'ici à la fin 2020, avec le soutien des partenaires de développement, afin de permettre la mise en œuvre complète des plans chiffrés. Le gouvernement national, par l'intermédiaire du Bureau national des statistiques du Kenya, a également engagé du personnel pour mettre en œuvre la plateforme nationale d'information sur la nutrition (NIPN)³ afin de soutenir l'analyse et l'utilisation des données pour améliorer la prise de décision. Enfin, le projet de dernière ligne droite du gouvernement vise à garantir que tous les établissements de santé aient accès à l'électricité pour permettre la transmission de données en temps réel d'ici 2022.

³ La NIPN est ancrée dans les institutions existantes et les systèmes nationaux de coordination multisectorielle pour la nutrition. À partir de l'analyse des données disponibles et partagées, elle génère des données probantes utilisées par les acteurs infranationaux pour élaborer des politiques, concevoir des programmes et allouer des investissements. www.nipn-nutrition-platforms.org/Kenya-202

Renforcer la coordination et la promotion de la nutrition en Papouasie–Nouvelle–Guinée : Rôle du Fonds commun de SUN



Otto Tean est le coordinateur national de l'unité de gestion du programme de nutrition et le point focal national SUN pour la Papouasie–Nouvelle–Guinée (PNG). Il a travaillé pour le ministère de la Planification et du Suivi national pendant près de 20 ans dans l'aile du programme de mise en œuvre des projets.

Sahr Nouwah est le coordinateur principal de plaidoyer pour Save the Children en PNG et le coordinateur de l'Alliance de la société civile du Mouvement SUN dans le pays.

Douglas Apeng est un praticien de la santé publique et le directeur de SUSU Mamas, une organisation nationale de la société civile. Il a travaillé pour les autorités sanitaires provinciales et des organisations internationales en PNG.

Tony Basse est le directeur adjoint de la santé curative (districts) de l'autorité sanitaire provinciale des Eastern Highlands, au sein de laquelle il gère les fonctions cliniques dans les établissements de santé ruraux.

Encadré 1 Qu'est le Fonds commun de SUN ?

Le Fonds commun de SUN (2018-2020)² a été créé en tant que source de financement catalytique de dernier recours pour soutenir les activités de l'Alliance de la société civile SUN (ASC SUN) au niveau national et sous-national. Les subventions ont été administrées par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS). Les recommandations des membres du réseau de la société civile SUN, la stratégie et la feuille de route du Mouvement SUN (2016-2020), et les leçons tirées du fonds d'affectation spéciale multipartenaires du Mouvement SUN ont permis de concevoir le programme de subventions.

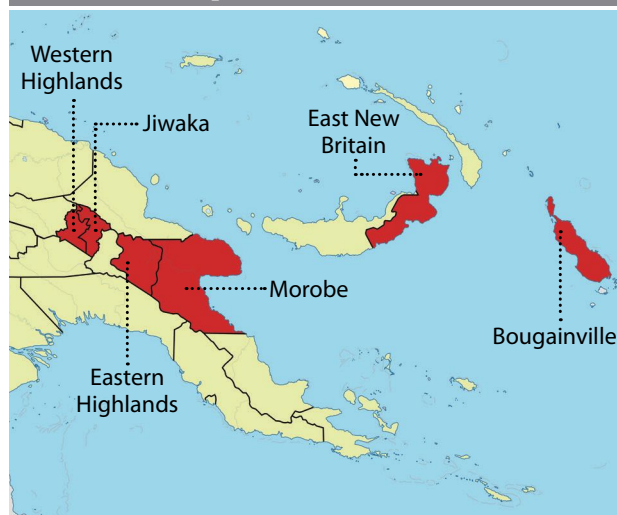
Le deuxième guichet du Fonds commun (2019) vise à renforcer les liens et la collaboration au sein de la plateforme multisectorielle/des parties prenantes au niveau national et sous-national (le financement du deuxième guichet est maintenant terminé).

Introduction

La Papouasie–Nouvelle–Guinée (PNG) est un pays d'Océanie qui occupe la moitié orientale de l'île de la Nouvelle–Guinée et ses îles au large de la Mélanésie, une région du sud-ouest de l'océan Pacifique. Sa population de huit millions d'habitants est l'une des plus diversifiées au monde d'un point de vue culturel, et l'une des plus rurales. Seuls 18 % des habitants vivent dans des centres urbains et la majorité d'entre eux vivent encore dans des groupes sociaux très traditionnels basés sur l'agriculture.

La PNG connaît un grave problème de malnutrition. Depuis 2010, la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans est de près de 50 %, soit le double de la moyenne des pays en développement, qui est de 25 %¹. La prévalence de l'émaciation, qui est de 14 %, est également supérieure à la moyenne des pays en développement, qui est de 8,9 %¹. Parmi la population des enfants de moins de cinq ans, la prévalence nationale de la surcharge pondérale est de 13,7 % (2010), ce qui représente une augmentation significative par rapport aux 3,4 % de 2005¹. Par ailleurs, près de 26 % des femmes et 17 % des hommes sont obèses¹.

Figure 1 Six provinces cibles en Papouasie–Nouvelle–Guinée



Action catalytique en PNG

En 2016, la PNG a rejoint le Mouvement SUN et a lancé plusieurs initiatives pour lutter contre la crise de la malnutrition dans le pays. Le gouvernement, avec le soutien de partenaires de développement, a élaboré la première politique nationale de nutrition (PNN) (2016-2026), un processus politique qui a rassemblé de multiples parties prenantes³. Pour tirer parti de ces efforts, les acteurs de la nutrition ont demandé à bénéficier du Fonds commun de SUN (voir encadré 1) afin de renforcer les efforts de coordination en matière de nutrition et de monter une campagne de plaidoyer pour accroître les investissements⁴.

Avec un financement initial de 113 000 USD pour 12 mois, le Fonds commun de SUN a permis la formation d'une Alliance de la société civile SUN (ASC SUN) et a entraîné la nomination du point focal

¹ Rapport mondial sur la nutrition <https://globalnutritionreport.org/media/profiles/v1.9.5/pdfs/papua-new-guinea.pdf>

² <https://scalingupnutrition.org/sun-supporters/sun-movement-multi-partner-trust-fund/sun-movement-pooled-fund-2018-2020/>

³ https://www.health.gov.pg/pdf/PM-SNNP_2018.pdf

⁴ Le projet Fonds communs SUN est une collaboration entre Save the Children et le gouvernement de PNG. Il est géré par l'UNOPS.

SUN, basé au sein du ministère de la Planification nationale. L'ASC vise à garantir que les organisations de la société civile (OSC) locales contribuent à la politique et aux plans d'action en matière de nutrition, tout en plaidant pour un financement permettant de mettre en œuvre les engagements déjà pris dans les plans de nutrition, et de suivre les progrès. L'ASC a été créé avec 39 membres, tant au niveau national que provincial. Jusqu'à présent, l'unité de gestion du projet a tenu des réunions ponctuelles, mais le projet de Fonds commun plaide pour que les parties prenantes établissent une plateforme multipartite SUN coordonnée par le point focal SUN.

Élaboration d'un plan d'action chiffré

Une autre étape importante est l'élaboration d'un Plan d'action stratégique national pour la nutrition (PASNN) (2018-2022), dont le coût a été chiffré, et qui donne la priorité aux interventions en matière de nutrition axées sur les 1 000 premiers jours de vie de l'enfant, le traitement de la malnutrition aiguë et l'amélioration des pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants : il n'existe actuellement aucun programme national traitant de la malnutrition aiguë sévère, seules des activités fragmentées étant mises en œuvre dans quelques provinces sélectionnées. Parmi les autres approches sectorielles du PASNN figurent des programmes visant à encourager les pratiques en matière d'eau et d'assainissement et celles qui favorisent la diversité alimentaire. Les activités du plan couvrent les trois premiers objectifs du PNN (2016-2026) : gouvernance, coordination, communication, partenariats, suivi et évaluation et recherche ; renforcement des capacités en matière de nutrition ; et prévention et traitement de la sous-nutrition. La forte prévalence de surcharge pondérale et d'obésité dans le pays n'est pas actuellement traitée par le plan, mais sera intégrée dans d'autres programmes sur une base régulière à l'avenir.

Créer des liens infranationaux pour renforcer la coordination

L'un des aspects les plus réussis du récent plaidoyer en faveur de la nutrition en PNG est l'établissement de liens indispensables entre les parties prenantes des gouvernements aux niveaux national et infranational. Le leadership et la responsabilisation en matière de réduction de la malnutrition dans le pays ont été faibles jusqu'à présent, mais l'attention se porte désormais sur six des 22 provinces où il est prévu de renforcer la coordination multisectorielle, la collaboration et les actions conjointes en matière de nutrition grâce au déploiement du PASNN. L'inclusion d'acteurs infranationaux tels que les membres de l'ASC-SUN au stade de la planification a contribué à ce que le gouvernement provincial dirige les activités de nutrition et en assume la responsabilité, comme décrit ci-dessous.

Les six provinces cibles ont été sélectionnées sur la base de critères mixtes (niveaux élevés de malnutrition, capacité locale, potentiel d'amélioration de la diversité alimentaire, etc.) et comprennent une série de provinces des hauts plateaux et des régions côtières où les OSC sont actives afin d'éclairer le processus d'apprentissage. L'ASC a collaboré avec les autorités provinciales (en particulier les autorités sanitaires) pour organiser des ateliers de sensibilisation à la nutrition pour les OSC et les décideurs au niveau des districts dans les provinces de Jiwaka et des Eastern Highlands. Par exemple, dans la province de Jiwaka, le travail avec les groupes de femmes via cette formation a conduit à la création d'un comité provincial de nutrition, un modèle qui sera reproduit dans les autres provinces. Une partie importante du travail de ces comités consiste à soumettre des propositions de financement au gouvernement infranational pour entreprendre des activités de nutrition. D'ici la fin de 2020, les budgets infranationaux et nationaux devraient inclure des lignes budgétaires fiscales qui financent directement les activités de la plate-forme multisectorielle spécifiée dans le PASNN.



Séance de nutrition dans la province des Southern Highlands avec des activités destinées à aider les mères à préparer des repas sains en utilisant des produits frais provenant de potagers

Défis budgétaires

Bien que les développements infranationaux soient encourageants, une analyse du budget du gouvernement de 2018 en PNG a révélé que peu de fonds étaient actuellement alloués à la nutrition, ou dépensés à ce chapitre. De sérieux problèmes sont apparus ; par exemple, l'actuel PASNN, qui se concentre sur les objectifs 1 à 3 du NNP (2016-2026), coûtera plus de 120 millions de dollars. Il faut poursuivre les efforts de sensibilisation pour accroître les investissements en faveur des quatre autres objectifs du PNN (notamment la lutte contre les carences en micronutriments, la surcharge pondérale et l'obésité). Pour soutenir les efforts actuels déployés par l'intermédiaire du Fonds commun SUN, il est urgent d'obtenir des engagements politiques de haut niveau, culminant avec le financement du gouvernement et des bailleurs de fonds.

Leçons apprises

Les principales leçons à tirer du projet du Fonds commun SUN concernent les budgets et le partage des coûts, notamment le fait que la plupart des efforts sont davantage menés au niveau local que national. Par exemple, les efforts de plaidoyer visant à allouer une ligne budgétaire à la nutrition ont été plus fructueux au niveau des provinces qu'au niveau du gouvernement national. À l'avenir, le plaidoyer en faveur du budget continuera de se concentrer sur les services provinciaux, tandis que le plaidoyer visant les autorités budgétaires nationales s'attachera à souligner la nécessité d'accepter les budgets provinciaux en matière de nutrition. En outre, la coordination avec d'autres organisations s'est avérée très bénéfique, car elle permet de réduire la duplication des activités et d'accroître les actions communes.

Prochaines étapes

Plusieurs actions clés pour 2020 ont été identifiées, mais elles nécessiteront un financement, un soutien et des conseils techniques supplémentaires pour être menées à bien. Les efforts se concentreront sur la mise en place d'une plate-forme nationale multipartite consacrée à la nutrition et de plates-formes similaires au niveau provincial ; l'élaboration d'un cadre de suivi et d'évaluation ; la mise en place de réseaux SUN pour les universités et les entreprises ; et la garantie d'une augmentation urgente des investissements dans la nutrition de la part du gouvernement et de la communauté des bailleurs de fonds.

Adaptation au changement climatique et atténuation de ses effets sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Honduras



José Lino Pacheco est directeur de l'Unité technique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, secrétaire de la coordination générale du gouvernement du Honduras et point focal national SUN.

Susan Lopez est spécialiste de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au sein de l'unité technique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et secrétaire de la coordination générale du gouvernement du Honduras.

Adriana Hernandez est professeure associée de nutrition humaine et de sécurité alimentaire au ministère des Sciences alimentaires de l'université de Zamorano, au Honduras.

Lucía Escobar est associée au programme de nutrition du Programme alimentaire mondial des Nations unies au Honduras.

Introduction

Le Honduras est un pays d'Amérique centrale qui compte plus de neuf millions d'habitants, répartis en neuf groupes ethniques différents. La famine augmente et on estime qu'elle touche 1,4 million de personnes (2017)¹. Près d'un enfant sur cinq (23 %) de moins de cinq ans (EM5) souffre d'un retard de croissance ; dans les zones les plus vulnérables, cette proportion passe à un sur deux². Dans le même temps, l'urbanisation rapide entraîne une augmentation de la consommation d'aliments transformés et une baisse de l'activité physique, ce qui contribue à l'augmentation des taux de surcharge pondérale et d'obésité et du risque de maladies non transmissibles (MNT) liées à la nutrition. Environ 51 % des femmes au Honduras sont en surcharge pondérale ou obèses (2012)².

Un pourcentage élevé de la population vit dans la pauvreté (64 %) et l'extrême pauvreté (40 %), la plupart des personnes extrêmement pauvres vivant dans les zones rurales (69 %)³. Le Honduras est également très vulnérable au changement climatique⁴ et se situe dans ce que l'on appelle le « corridor de la sécheresse », une zone particulièrement exposée aux sécheresses

irrégulières et prolongées. L'augmentation des effets du climat a donné lieu à de nouveaux défis ; il faut donc renforcer la résilience de la population pour lutter contre la sous-nutrition, la surcharge pondérale et l'obésité et les maladies non transmissibles.

Politique et plans au Honduras pour faire face au changement climatique

Au Honduras, la principale politique qui vise à aider la population à s'adapter aux effets du changement climatique est le Cadre stratégique de lutte contre le changement climatique. Celui-ci comprend des objectifs en matière d'agriculture, de sols et de sécurité alimentaire, ainsi que l'amélioration de la résilience des cultures et des pâturages au stress thermique et hydrique et la prévention ou la réduction de l'incidence des parasites et des maladies. Parmi les autres objectifs figurent la lutte contre l'érosion des sols, la perte de productivité et la désertification visant à préserver et à améliorer la qualité nutritionnelle des aliments.

Le Plan national d'adaptation au changement climatique (2018-2030), qui est lié à cette politique, donne la priorité à la production agroalimentaire et à la souveraineté alimentaire, ainsi qu'au renforcement des systèmes d'alerte précoce et de gestion des risques liés aux événements naturels extrêmes. Le plan met également l'accent sur l'élargissement des partenariats avec les ministères, le secteur privé, les universités, les agences des Nations unies et les organisations non gouvernementales (ONG) internationales et nationales afin de maximiser les approches intégrées pour accroître la productivité des petits exploitants et la génération de revenus grâce à des systèmes alimentaires plus durables.

Lier les réponses humanitaires et le développement

Dans un contexte de complexité croissante due à la pauvreté, à la sous-nutrition, à l'augmentation de la surcharge pondérale et de l'obésité, aux effets du changement climatique et à un historique de situations d'urgence liées à la sécheresse, le gouvernement et ses partenaires investissent dans des solutions plus durables pour restaurer la base de ressources naturelles, protéger les communautés contre les chocs climatiques et prévoir les événements météorologiques extrêmes. Le renforcement de la



Des réservoirs d'eau et un réseau de distribution pour l'irrigation au goutte-à-goutte : les stratégies gouvernementales pour lutter contre la sécheresse

Scarleth Duron, Euroson Occidentale

¹ L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde (2017). FAO

² <https://globalnutritionreport.org/resources/nutrition-profiles/latin-america-and-caribbean/central-america/honduras/#profile>

³ Encuesta Permanente de Hogares de Propósitos Múltiples en Honduras (2017) Instituto Nacional de Estadísticas (INE)

⁴ Índice de Riesgo Climático Global según (GermanWatch)

résilience et de la capacité d'adaptation des petits exploitants agricoles, dont les rendements sont souvent inférieurs à ceux de tous les autres producteurs alimentaires, est considéré comme essentiel pour prévenir la faim et la malnutrition au Honduras. La pire sécheresse qu'ait connue le pays, en 2014-2016, a nécessité la déclaration d'une situation d'urgence, l'accent étant mis sur l'aide à apporter aux 280 000 familles les plus touchées par la sécheresse par l'intermédiaire du système national de gestion des risques (SINAGER, de ses initiales en espagnol) formé par les agences gouvernementales et le réseau d'aide humanitaire.

L'Alliance pour le corridor de la sécheresse

En 2014, l'Alliance pour le corridor de la sécheresse (Alianza para el Corredor Seco en espagnol, ou ACS) a été créée dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (2014-2022) et d'autres stratégies liées au changement climatique. Le programme concentre ses efforts sur la réduction de la pauvreté et de la malnutrition par le biais d'investissements stratégiques dans les communautés vulnérables du corridor de la sécheresse. Cette initiative nationale, soutenue par des bailleurs de fonds internationaux, est coordonnée par l'Unité technique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, Secrétariat de la coordination générale du gouvernement du Honduras, en collaboration avec les municipalités de la région par l'intermédiaire de leurs comités d'urgence locaux, auxquels participent différents secteurs, des ONG et des groupes organisés locaux.

Les activités de l'ACS comprennent la fourniture d'équipements, d'informations et de connaissances aux petits exploitants, ainsi que de technologies appropriées et de ressources de développement des capacités des organisations d'agriculteurs dans les communautés et les municipalités des 10 départements du corridor de la sécheresse. En raison de la sécheresse qui sévit dans le pays en 2014-2016, le ministère de l'Agriculture et de l'élevage a également entrepris le programme présidentiel de récupération de l'eau, qui prévoit la construction de réservoirs, de conduites d'eau et d'un réseau de distribution pour l'irrigation au goutte à goutte.

Activités de stratification

L'objectif principal de l'ACS est de sortir 50 000 familles de la pauvreté d'ici 2020 et de réduire le retard de croissance de 20 % chez les EM5 dans les communautés cibles (une analyse des données permettant d'atteindre cet objectif est en cours). Les activités ont été élargies pour inclure l'éducation nutritionnelle et l'hygiène à la maison, la production alimentaire et la génération de revenus, la construction de réservoirs d'eau et l'irrigation au goutte-à-goutte, l'assistance technique et la formation des producteurs, l'accès au crédit agricole pour les petits et moyens producteurs, et la prévention des grossesses chez les adolescentes grâce au renforcement des capacités des 10 départements cibles.

L'approche repose également sur la compréhension du fait qu'aucune activité ne suffit à elle seule à faciliter la transformation des petits exploitants, qui passent du statut d'agriculteurs de subsistance, très vulnérables aux chocs et aux stress climatiques, à celui de producteurs de surplus intégrés dans les systèmes de marché locaux et régionaux et résistants aux chocs.

Les activités mises en œuvre sont basées sur les principes suivants :

- Se concentrer sur les populations les plus vulnérables et souffrant d'insécurité alimentaire
- Conclure des partenariats efficaces
- Comprendre, définir et traiter les liens entre les risques climatiques, les risques non climatiques, la nutrition et la sécurité alimentaire



Un petit producteur doté d'une nouvelle technologie qui contribue à améliorer la qualité et la productivité des cultures

Scarieth Duron, Euroson Occidente

- Intégrer la restauration de l'environnement et la gestion des ressources naturelles dans les efforts d'adaptation au changement climatique et les stratégies connexes
- Inclure une perspective de genre, de protection sociale et de nutrition

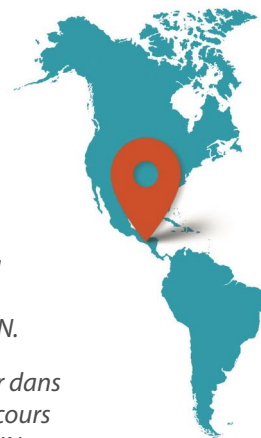
Les activités de nutrition comprennent l'éducation à la santé, à l'hygiène et à la nutrition visant à livrer des messages clés pour la promotion d'un mode de vie sain. La diversification des cultures à haute valeur nutritionnelle est également encouragée afin d'augmenter la production et l'accès aux aliments à haute teneur en micronutriments (maïs, haricots et patates douces biofortifiées) pour prévenir la malnutrition due au manque de micronutriments. Nombre de ces activités, y compris la formation et les actions visant à atténuer les effets du changement climatique, sont mises en œuvre au niveau communautaire à l'aide des plateformes existantes. Celles-ci comprennent des associations locales (telles que des groupes de femmes rurales, des logements ruraux, des surveillants de la nutrition des enfants, ou des bénévoles de la santé) et des dirigeants communautaires (tels que des représentants des offices de l'eau, des membres des comités d'urgence locaux, des associations de parents d'élèves, etc.) qui offrent la possibilité de montrer les résultats obtenus à d'autres familles afin d'encourager le changement des cultures et des habitudes alimentaires.

Défis et prochaines étapes

Les fonds destinés à la gestion des bassins fluviaux dans le corridor de la sécheresse sont insuffisants, et il faut donc mener des actions de sensibilisation pour obtenir un financement plus important. Parmi les autres enjeux, citons la nécessité de sensibiliser les parties prenantes et de diffuser les questions relatives au changement climatique et à la gestion intégrée des ressources en eau aux niveaux national et local, ainsi que de renforcer les mécanismes de dialogue entre les acteurs du changement climatique dans les secteurs public et privé. Le manque de données permettant de mesurer l'impact de ces diverses activités liées au changement climatique et, de fait, leur efficacité pour réduire la malnutrition, représente un défi supplémentaire.

Une deuxième phase du programme ACS est prévue, sous réserve d'un octroi de fonds par les partenaires nationaux et externes. Il est également prévu d'intégrer des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets dans les plans de développement régionaux et municipaux.

Le Salvador : de la stratégie nationale de nutrition à la mise en œuvre locale



Dáysi de Marquez est directeur général du Conseil national pour la sécurité alimentaire et la nutrition (CONASAN) et l'ancien point focal de Scaling Up Nutrition (SUN) pour le Salvador.

Francisca Gomez Cisterna est spécialiste en politique pour le Secrétariat du Mouvement SUN.

Cet article s'appuie sur les résultats d'interviews avec les parties prenantes menés au Salvador dans le cadre d'un examen approfondi du pays (« Deep Dive ») visant à soutenir l'examen à mi-parcours du Mouvement SUN. Le rapport final sera bientôt disponible sur le site web du Mouvement SUN.

Introduction

Le Salvador est le pays le plus petit et le plus peuplé d'Amérique centrale, avec une population de 6,4 millions d'habitants, à la frontière du Guatemala et du Honduras. Le pays connaît une faible croissance économique (2,3 %) et une dette publique élevée et croissante (70 % du produit intérieur brut ou PIB) : 29 % de la population vit encore dans la pauvreté (sur la base d'un seuil de pauvreté de 5,5 USD par personne et par jour)¹.

En termes de développement, le pays progresse vers la consolidation de la démocratie et de la paix depuis la fin de la guerre civile en 1992 et vers l'amélioration des résultats en matière de développement humain, principalement par l'élargissement de l'accès aux soins de santé et à l'éducation. Cependant, la pauvreté et les inégalités, associées à des niveaux de violence extrêmement élevés et à l'insécurité qui en découle (le Salvador a l'un des taux de meurtre les plus élevés au monde) poussent encore des milliers de personnes à quitter le pays chaque année. Les sécheresses récurrentes, qui s'aggravent au fil du temps, limitent également le développement et ont eu des conséquences désastreuses sur la production de base de maïs et de haricots des petits exploitants agricoles.

Encadré 1 Les politiques, stratégies et programmes du Salvador donnant la priorité à la sécurité alimentaire et à la nutrition

- 2011 : Politique nationale pour la sécurité alimentaire et la nutrition (2011-2015)
- 2012 : Plan stratégique relatif à la Politique nationale pour la sécurité alimentaire et la nutrition (2013-2016)
- 2013 : Adoption de la loi sur l'allaitement maternel ; Politique nationale pour la promotion, le soutien et la protection de l'allaitement maternel
- Plan pour la réduction des carences en micronutriments et stratégie pour le traitement de la malnutrition infantile dans les 100 municipalités les plus pauvres du pays
- Stratégie d'éducation et de communication sociale pour le changement de comportement
- Plan pour l'agriculture familiale et l'entrepreneuriat rural pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle
- 2017 : Réglementation de l'alimentation saine dans les cantines scolaires
- 2017 : Lancement de l'Observatoire pour la surveillance, l'alerte précoce, le suivi et l'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition
- 2018 : Politique nationale pour la sécurité alimentaire et la nutrition (2018-2028)

Augmentation de la surcharge pondérale et de l'obésité

Au cours de la dernière décennie, le Salvador n'a pas cessé de progresser en matière de réduction de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans (EM5) étant passée de 19 % à 14 % entre 2008 et 2014². Bien que la prévalence de l'émaciation chez les enfants de moins de cinq ans reste faible (2 %), on observe une augmentation de la surcharge pondérale chez les enfants de moins de cinq ans (6 %)². En outre, la population adulte est confrontée à un problème de malnutrition : 23 % des femmes en âge de procréer souffrent d'anémie et 29 % des femmes et 19 % des hommes sont obèses, ce qui entraîne une augmentation des maladies chroniques non transmissibles liées à la nutrition, comme le diabète². En 2017, le coût du double fardeau de la malnutrition était estimé à 2,5 milliards de dollars, soit l'équivalent de 10 % du PIB³.

Le Salvador et le Mouvement SUN

Le pays a rejoint le Mouvement SUN en septembre 2012 avec une lettre d'engagement du ministère de la Santé et du directeur du Conseil national pour la sécurité alimentaire et la nutrition (CONASAN). Le Conseil a progressivement acquis des pouvoirs de convocation auprès des différentes institutions gouvernementales et des acteurs non gouvernementaux (agences des Nations unies, bailleurs de fonds et organisations de la société civile). En 2014, le gouvernement alors nouvellement élu a ratifié et approuvé la politique et le plan stratégique de sécurité alimentaire et de nutrition, renforçant ainsi le CONASAN et son bras technique, le Comité technique pour la sécurité alimentaire et la nutrition, afin de superviser la mise en œuvre de la politique et l'opérationnalisation du plan stratégique au cours de la période 2014-2019.

Donner la priorité aux municipalités ayant un double fardeau élevé

Le pays a fait des progrès significatifs dans la réduction des retards de croissance, grâce à sa politique relative à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Toutefois, le recensement national de 2016 sur le poids et la taille des élèves de l'école élémentaire (âgés de 6 à 9 ans) a révélé que 31 % des enfants dans cette tranche d'âge étaient obèses ou en surcharge pondérale (l'obésité était de 14 % et le surpoids de

¹ www.worldbank.org/en/country/elsalvador/overview

² <https://globalnutritionreport.org/resources/nutrition-profiles/latin-america-and-caribbean/central-america/el-salvador/#profile>

³ <https://www.wfp.org/publications/2017-cost-double-burden-malnutrition-social-and-economic-impact> <https://es.wfp.org/publicaciones/el-costo-de-la-doble-carga-de-la-malnutricion-el-salvador>



Une famille partage un repas nutritif de soupe au poulet ; cependant, la pauvreté rurale au Salvador se traduit souvent par un manque de diversité alimentaire

WFP/Rein Skallerud

17 %) et que 9 % souffraient d'un retard de croissance. Les résultats du recensement ont été cruciaux pour l'élaboration des programmes et des interventions, car les municipalités présentant un double fardeau élevé ont eu droit à un traitement prioritaire, avec une mise en œuvre après 2017. L'extension de la stratégie et du modèle de mise en œuvre a été remaniée depuis lors, en tenant compte des nouvelles données sur le retard de croissance, l'obésité et la surcharge pondérale pour chaque municipalité.

Le CONASAN a commencé à mettre en œuvre le plan stratégique national (2013-2016) au niveau départemental. L'objectif était de développer des plateformes multisectorielles et multipartites aux niveaux gouvernementaux infranationaux (départementaux et municipaux) pour l'exécution des plans infranationaux en reproduisant le modèle national.

Mise en œuvre au niveau infranational

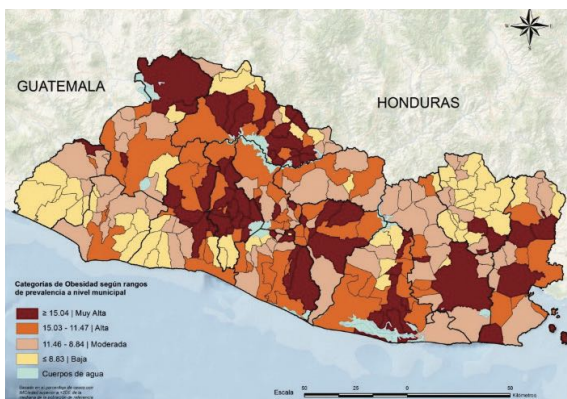
En 2014, le CONASAN a lancé le premier conseil départemental de nutrition (CODESAN) et cinq conseils municipaux de nutrition (COMUSAN) dans les zones à forte prévalence de retard de croissance chez les enfants d'âge scolaire.

Le CODESAN, un exemple de collaboration multisectorielle et multipartite, est formé par le gouverneur local et les parties prenantes des unités de services de santé de base, des ministères de l'Agriculture et de l'Éducation, d'autres institutions

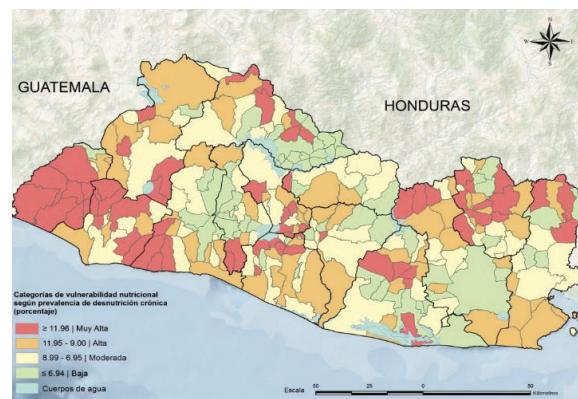
gouvernementales, de l'Institut de développement des femmes, des organisations non gouvernementales (ONG) locales, de l'église et des associations d'agriculteurs. Les principales fonctions du conseil consistent à concevoir et à mettre en œuvre un plan nutritionnel chiffré basé sur une analyse de la situation, de sensibiliser les parties prenantes à l'importance de la nutrition, de mettre en œuvre le plan, de suivre et d'évaluer et enfin, de valider la liste des familles bénéficiaires pour les activités du programme. Un projet pilote pour le premier plan d'action multisectoriel municipal en matière de nutrition a été mis en œuvre dans le département de Chalatenango, et a ensuite été adapté sous forme de mesures spécifiques dans d'autres départements (voir figure 2). Depuis 2014, les CODESAN ont été déployés dans sept départements (représentant la moitié de tous les départements du pays). En fonction du département/ de la municipalité et des résultats du recensement, on décide d'appliquer ou non des interventions à double fardeau. De même, le COMUSAN est constitué de représentants de la mairie, du gouvernement central et des départements, d'acteurs communautaires, d'ONG locales, de l'église, d'associations de femmes et d'agriculteurs et de tous les acteurs de la mise en œuvre. Les activités des ONG en matière de nutrition dans le cadre du plan stratégique de sécurité alimentaire et nutritionnelle des départements et des municipalités doivent être consignées au niveau municipal et départemental. Des

Figure 1 Cartes utilisées pour déterminer les municipalités à double fardeau

Carte 1 Classification des communes comptant des cas de retard de croissance, 2016



Carte 2 Classification des communes comptant des cas d'obésité, 2016



Source : Recensement national du poids et de la taille des élèves de la première année de l'école primaire (2016)
www.conasan.gob.sv/11-05-2017/conasan-resumen-de-resultados-iv-censo-nacional-de-peso-en-escolares-de-primer-grado-de-el-salvador-mayo-2016/

procédures de suivi et d'évaluation sont en place pour la consignation des interventions et des bénéficiaires en matière de nutrition, créant un registre unique pour tous les membres du ménage, quel que soit leur secteur. Le COMUSAN a utilisé ces données pour développer un système de cartographie aux fins de suivi des familles vulnérables à l'insécurité alimentaire ou nutritionnelle, en établissant un outil de suivi des consignations pour une utilisation plus efficace des ressources parmi les prestataires de services.

Facteurs clés de réussite et enseignements tirés

Les acteurs infranationaux ont constaté qu'un certain nombre de facteurs contribuaient au renforcement de la nutrition au niveau local, notamment le développement du COMUSAN et la conception d'un plan opérationnel comportant des interventions et un plan de suivi et d'évaluation clair ; la mise en œuvre d'un système local d'enregistrement et d'information ; et l'évaluation du coût de l'investissement nécessaire à son développement et à sa durabilité. Un mandat clair dépeignant un processus de planification participatif au niveau sous-national a facilité l'alignement des parties prenantes derrière un ensemble de résultats communs en responsabilisant ces dernières, avec le leadership national du point focal SUN. En outre, le partage des responsabilités entre les parties prenantes du gouvernement et des ONG, y compris les dirigeants

locaux, a également permis de créer des mécanismes de responsabilisation et de maintenir les engagements lors des changements de gouvernement.

Parmi les leçons tirées de cette stratégie de mise en œuvre, on peut citer l'importance du pouvoir de rassemblement des membres du CONASAN tout au long du processus, ainsi que le soutien politique continu de l'exécutif national.

Les défis qui subsistent

Les défis pour l'avenir consistent à impliquer davantage les parties prenantes concernées, comme le secteur privé, en raison de l'absence de cadres juridiques qui imposeraient la participation; à développer des mécanismes pour coordonner les secteurs à différents niveaux ; et à se procurer des ressources financières du niveau national au niveau local qui permettraient de renforcer les plateformes infranationales, ainsi que les unités techniques pour soutenir la mise en œuvre des plans locaux de nutrition.

Le développement de plateformes locales multisectorielles et multipartites pour la sécurité alimentaire et la nutrition en vue d'une mise en œuvre efficace, ainsi que la production de données nutritionnelles, de systèmes de suivi, de même que l'autonomisation et la sensibilisation des communautés, restent un investissement à long terme pour le pays et les communautés dans le besoin qui sont confrontées à de multiples formes de malnutrition au Salvador.

Figure 2 Plan d'action municipal pour Las Vueltas, Chalatenango



Ressources en ligne

Boîte à outils SUN sur les plateformes multiacteurs pour la nutrition

Cette nouvelle boîte à outils, développée par l'Institute of Development Studies basé au Royaume-Uni, guide les utilisateurs dans le processus d'élaboration ou d'amélioration des plans d'action nationaux pour la nutrition. Elle contient des outils pour vous aider à chaque étape du processus – de la mise en place et de l'organisation des plans d'action nationaux, à l'engagement des parties prenantes et à l'amélioration de l'efficacité des plans d'action nationaux, en passant par des études de cas par pays.

<https://msptoolkit.scalingupnutrition.org/>

Prendre des engagements pour le Sommet sur la Nutrition pour la croissance de 2020 à Tokyo (N4G)

Ce « guide de l'engagement » (*Commitment-Making Guide*) fournit des outils et des ressources aux pays pour convertir les objectifs mondiaux et nationaux en actions et en engagements clairs et significatifs au niveau national, afin de responsabiliser les responsables. Cette ressource est particulièrement utile en prévision du sommet N4G. https://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2019/11/N4G-Commitment-Guide_web.pdf
Consulter également <https://nutritionforgrowth.org>

Cours en ligne gratuits

- Inscrivez-vous sur <https://agora.unicef.org> pour suivre des cours en ligne sur des sujets liés à la nutrition, tels que la programmation relative à l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants et la programmation relative aux jeunes enfants sur le terrain.
- Les cours en libre accès de la London School of Tropical Hygiene and Medicine (LSHTM) explorent les liens multisectoriels entre l'agriculture, la nutrition et la santé <https://www.lshtm.ac.uk/study/courses/short-courses/free-online-courses/agriculture-nutrition-health> et la programmation visant à améliorer les résultats nutritionnels. <https://www.lshtm.ac.uk/study/courses/short-courses/free-online-courses/programming-nutrition-outcomes>
- Le Centre d'apprentissage en ligne sur la santé mondiale propose des cours visant à accroître les connaissances dans divers domaines techniques de la santé mondiale, y compris le changement social et comportemental en matière de nutrition. <https://www.globalhealthlearning.org/fr/program/nutrition>

Cours sur le leadership

Transforming Nutrition in West Africa: Evidence for Policy and Programming for Francophones (Transformer la nutrition en Afrique de l'Ouest : Données probantes pour les politiques et les programmes destinés aux francophones) est le deuxième de deux cours de développement du leadership spécifiquement conçus pour renforcer le leadership dans des environnements multisectoriels. Ce cours de 5 jours, qui sera principalement en français, se tiendra en novembre 2020 à Dakar, au Sénégal.

<https://westafrica.transformnutrition.org/learning/transforming-nutrition-in-west-africa-evidence-for-policy-and-programming-for-francophones>

Dernier rapport mondial sur la nutrition

La malnutrition touche différentes personnes de différentes manières, en fonction de facteurs tels que le revenu, le lieu, le sexe et l'âge. C'est pourquoi le rapport mondial sur la nutrition 2020 se concentrera sur l'équité et décrira le rôle des inégalités dans la lutte de la malnutrition sous toutes ses formes. **Inscrivez-vous** pour recevoir la trousse de lancement, qui comprendra les messages clés du rapport, des ressources liées aux médias sociaux et un exemplaire du communiqué de presse mondial.



Explorer les programmes nutritionnels multisectoriels au niveau infranational

Pour accompagner six études de cas de pays déjà publiées, l'ENN a récemment publié deux autres études sur le sujet consacrées au Zimbabwe et aux Philippines, avec des vidéos d'accompagnement (Philippines et Zimbabwe). Afin de positionner cet ensemble de données probantes dans une base de connaissances plus large, l'ENN a élaboré une analyse documentaire sur le sujet et a résumé les principales tendances émergentes des huit études de cas dans une synthèse finale. Pour un bref aperçu des études de cas, voir la courte présentation vidéo (<https://www.enonline.net/mediahub/video/trailersp2020>).

En prévision du rassemblement mondial SUN de 2019, l'ENN a élaboré une série de documents de synthèse sur des thèmes clés dans le cadre des publications et *Field Exchange*, en se basant sur les quatre dernières années du projet de gestion des connaissances SUN. Les cinq documents de synthèse couvrent les sujets suivants :

1. Créer un environnement propice à la mise à l'échelle
2. Utiliser les mécanismes de SUN pour catalyser la mise à l'échelle
3. Développer les activités spécifiques à la nutrition
4. Développer les activités sensibles à la nutrition
5. Programmes de nutrition dans les États fragiles et touchés par des conflits

Un récent <https://www.enonline.net/mediahub/podcast/fexnexusynthesisbriefs> a été enregistré pour explorer ces documents de synthèse.

The 2019–2020 Global Nutrition Report is launching on 12 May 2020

Sign up to receive your copy globalnutritionreport.org

Image: Silvio Di Giovanni/Pixabay

The next Global Nutrition Report will unpack the role of inequities in ending malnutrition in all its forms.





ENN



ENN
2nd Floor, Marlborough House, 69 High Street,
Kidlington, Oxfordshire, OX5 2DN
Tel: +44 (0)1 865 324996 Email: office@enonline.net
Charity registration no: 1115156. Company registration no: 4889844

Pour recevoir , allez sur :
www.enonline.net/nex

